

Lycée(s) **Général** Technologique Professionnel
 Niveau(x) CAP Seconde **Première** Terminale
 Bachibac
 Enseignement(s) Commun De spécialité Optionnel
Histoire

Thème 3 – « Le suicide de l'Europe » : la Première Guerre mondiale, les crises et la montée des totalitarismes

Sommaire

Présentation générale du thème	3
Chapitre 1 : La Première Guerre mondiale : grandes phases et impact sur les sociétés	4
• Enjeux historiographiques	4
• Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne	8
Chapitre 2 – L'entre-deux-guerres : espoirs d'un nouvel ordre mondial, crise économique et montée des totalitarismes	12
• Mise au point historiographique sur la dictature de Primo de Rivera	12
• Orientations pour la mise en œuvre	14
Chapitre 3 – Les années 1930 en Espagne : de la Seconde République à la guerre civile	18
• Enjeux historiographiques	18
• Orientations pour la mise en œuvre	24
Bibliographie et ressources	32
• Sur la Première Guerre mondiale	32
• Sur les années 1920 et la dictature de Primo de Rivera	33
• Sur la Seconde République et la guerre civile	34

Chapitre 1 – La Première Guerre mondiale : grandes phases et impact sur les sociétés (1914-1918)

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à présenter les phases et les formes de la guerre (terrestre, navale et aérienne) ainsi que son impact sur les sociétés européennes.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations et les buts de guerre des belligérants ; la position de l'Espagne dans le conflit ; • l'extension progressive du conflit et les grandes étapes de la guerre ; • l'implication des empires coloniaux britannique et français ; • le génocide des Arméniens, en articulant la situation des Arméniens depuis les massacres de 1894-1896 et l'évolution du conflit mondial ; • les dimensions économique, industrielle et scientifique de la guerre ; • les conséquences à court et long termes de la mobilisation des civils, notamment en ce qui concerne la place des femmes dans la société ; • le bilan humain et matériel de la guerre ; l'épidémie de grippe dite « espagnole ».
-----------------------	--

Chapitre 2 – L'entre-deux-guerres : espoir d'un nouvel ordre mondial, crise économique et montée des totalitarismes (1919-1939)

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à expliquer l'échec des tentatives de construction d'une paix durable et à montrer les multiplications des tensions dans les années 1930.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les principes formulés par le président Wilson et la fondation de la Société des Nations ; • les traités de paix et la fin des empires multinationaux européens ; • de la désintégration de l'empire à la guerre civile en Russie, l'installation d'un nouveau régime ; • l'impact de la crise économique mondiale sur les sociétés européennes et les équilibres politiques, à court, moyen et long terme ; • l'installation et l'affirmation de régimes totalitaires en Europe ; • les caractéristiques et spécificités des régimes totalitaires (URSS de Staline, Allemagne nazie, Italie fasciste) : idéologie, formes, usage de la violence et de la terreur.
-----------------------	--

Chapitre 3 – Les années 1930 en Espagne : de la Seconde République à la guerre civile

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à expliquer pourquoi et comment l'Espagne sombre dans la guerre civile cinq ans après le retour de la République.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'abdication d'Alphonse XIII en 1931 ; • un nouveau système politique : nouvelle Constitution, réformes, acteurs, nouveaux symboles ; • la polarisation de la vie politique, la montée des tensions jusqu'au soulèvement du 18 juillet 1936 ; • les grandes phases de la guerre civile jusqu'à la victoire finale des franquistes et sa violence ; • la guerre civile espagnole, un conflit international : interventions étrangères, politique de non-intervention de la France et du Royaume-Uni, naissance et développement des brigades internationales, échec de la SDN ; • le pavillon espagnol de l'exposition universelle de Paris en 1937 ; • le bilan humain et matériel de la guerre civile.
-----------------------	--

Présentation générale du thème

Ce dernier thème du programme de première constitue une adaptation des thèmes 4 du programme de première générale (« La Première Guerre mondiale : le " suicide de l'Europe " et la fin des empires européens »)¹ et du thème 1 du programme de terminale générale (« Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale, 1929-1945 »).

Les deux premiers chapitres, traités à l'échelle mondiale, ne mettent pas l'Espagne au centre de la réflexion, mais il est possible d'y traiter des problématiques propres à l'Espagne :

- Centré sur l'étude de la Première Guerre mondiale à travers ses grandes phases et son impact sur les sociétés entre 1914 et 1918, le **chapitre 1** s'attache tout particulièrement à l'échelle des États et à la diversité des lieux, des acteurs et des formes du conflit. Il est possible d'y mettre en avant la position de l'Espagne dans le conflit en étudiant comment ce pays, officiellement neutre, ne reste en réalité pas complètement à l'écart du conflit et n'échappe pas aux effets de la Grande Guerre. Ce point est à articuler au chapitre 3 du thème précédent, car le traumatisme de la perte de ses possessions coloniales et la politique de colonisation initiée par l'Espagne en Afrique du Nord au début du XX^e siècle éclairent en partie, mais pas exclusivement, la position de neutralité du pays pendant la Première Guerre mondiale.
- La séquence chronologique du **chapitre 2** est consacrée à la période dite de « l'entre-deux-guerres ». Dans ce chapitre, il s'agit de souligner les efforts pour établir une paix durable en Europe, l'impact de la crise économique mondiale sur les sociétés européennes ainsi que la montée des totalitarismes² dans les années 1930. Il s'agit de mettre en évidence les différentes réponses que ces régimes entendent apporter à la crise multiforme, systémique, que connaissent les démocraties. Afin de faciliter la contextualisation du chapitre 3, il est possible d'insérer un travail sur l'Espagne de l'immédiat après-guerre en présentant par exemple la mise en place de la dictature de Primo de Rivera en 1923.

Au sein de ce thème, le **chapitre 3** est pour sa part entièrement consacré à l'Espagne des années 1930 : il s'agit ici d'étudier la mise en place de la Seconde République, dont l'enracinement se heurte à des forces de résistance internes, tandis que le contexte européen est marqué par la poussée des dictatures et la mise en place des régimes totalitaires. La connaissance des formes de tension qui parcourent la vie politique espagnole, des conflits sociaux complexes et des phénomènes de violences politiques qui affectent à différentes échelles la société espagnole des années 1930 permettra de faire le lien avec le déclenchement de la Guerre civile, dont les historiennes Charlotte Worms et Élodie Richard indiquent qu'elle est « l'aboutissement de conflits multiples : religieux, nationaux et sociaux³ ». L'étude des grandes phases de la Guerre civile et de son bilan permet de mettre en lumière les phénomènes de violence de guerre.

1. On pourra se référer à la ressource éducol consacrée au [thème 4 du programme de première générale](#) (« La Première Guerre mondiale : le " suicide de l'Europe " et la fin des empires européens »).

2. Le terme de « totalitarisme » apparaît pour la première fois en 1923, dans les colonnes du journal *Il Mondo*, sous la plume de Giovanni Amendola, opposant politique de Mussolini, afin de dénoncer l'idéologie fasciste visant à assurer un contrôle « total » de l'État sur l'ensemble de la société.

3. Charlotte Worms et Élodie Richard, « [Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition](#) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 n°127, p. 25. Ces deux historiennes s'appuient notamment sur ce point sur les travaux de l'historien espagnol Santos Juliá Díaz.

Cette approche par les violences de guerre permet de souligner une spécificité de l'Espagne⁴ et de faire le lien avec le thème 1 du programme de la classe terminale consacré à la Seconde Guerre mondiale.

Ce thème mobilise les notions suivantes : *guerra mundial, guerra civil, orden mundial, democracia, totalitarismo, estalinismo, autoritarismo, dictadura*.

On pourra consacrer à ce thème de 16 à 18 heures.

Problématiques générales du thème

Dans quelle mesure la période 1914-1939 a-t-elle constitué un temps de bouleversements profonds dans l'histoire de l'Europe, marqué par un conflit mondial dont les conséquences ont eu un impact durable sur les territoires et les sociétés à différentes échelles ?

Comment les régimes démocratiques, confrontés dans les années 1930 aux défis de la crise mondiale et à la poussée des régimes totalitaires, ont-ils été fragilisés ?

Chapitre 1 : La Première Guerre mondiale : grandes phases et impact sur les sociétés

Jeux historiographiques

L'**historiographie de la Grande Guerre** en France, comme en Europe, a connu diverses étapes depuis les années 1920⁵. Depuis quelques décennies, les études sur la Première Guerre mondiale en France ont été l'objet d'intenses débats historiographiques. Les travaux précurseurs d'Antoine Prost et de Jean-Jacques Becker offrent, dans les années 1980, une clé de lecture du conflit tournée vers l'analyse de l'expérience combattante et de celle des civils à l'arrière. Ce renouvellement de la recherche, qui s'inscrit dans l'essor du développement de l'histoire culturelle des années 1980, est prolongé par les travaux engagés par le Centre de recherches de l'Historial de Péronne⁶ qui forge un concept central d'analyse, celui de « culture de guerre⁷ ». Cette approche novatrice est l'objet de débats au sein de la communauté historique : ainsi, certains historiens membres du CRID 14-18⁸ interrogent les concepts de « culture de guerre », de « brutalisation » ainsi que l'idée du consentement intériorisé et développent l'idée de culture de paix comme facteur explicatif des processus de mobilisation de masse.

4. François Godicheau, « [Les violences de la guerre d'Espagne](#) », *Revue d'histoire de la Shoah*, 2008/2 n°189, p. 413 : « la particularité de l'Espagne, dans cette Europe de la première moitié du XX^e siècle, [est] qu'elle fut le théâtre d'une violence terrible, qui toucha profondément toute la société et mobilisa la majorité des habitants, une violence presque en tous points ressemblante à celle qui fut déployée dans les deux conflits continentaux, alors que le pays ne participa ni à l'un ni à l'autre ».

5. Antoine Prost, Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris (Seuil), 2004.

6. Présentation du [Centre international de recherches](#) sur le site de l'Historial de Péronne.

7. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, Paris (Gallimard), 2003. Dans cet ouvrage, ils évoquent l'idée d'une « brutalisation » ou d'un « ensauvagement » des hommes et des sociétés en guerre. Des expressions empruntées à l'historien américain George Mosse dans son ouvrage publié en 1990 aux Presses Universitaires d'Oxford et intitulé *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*. Ces deux historiens y définissent aussi le concept de culture de guerre de la manière suivante : « un corpus de représentations du conflit cristallisé en un véritable système donnant à la guerre sa signification profonde [...]. Une " culture " [...], indissociable d'une spectaculaire prégnance de la haine à l'égard de l'adversaire. Une haine certes différenciée selon les ennemis auxquels on fait face, mais qui n'envahit pas moins tout le champ des représentations » (*op. cit.*, p. 122).

8. Le [CRID 14-18 \(Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918\)](#) regroupe des historiens comme Rémy Cazals, Nicolas Offenstadt, Frédéric Rousseau et André Loez. Ces historiens mettent en avant une approche croisant tant l'histoire politique, sociale que culturelle et évoquent l'idée d'un consentement imposé et de contrainte.

Jusqu'aux années 2000, les travaux de recherches sur **l'Espagne dans la Première Guerre mondiale** se sont majoritairement intéressés à l'analyse des conséquences du conflit sur la politique intérieure du pays. À partir des années 2000, des historiens inscrivent l'histoire de l'Espagne dans la dimension européenne et globale de la guerre. Ainsi, Francisco Romero Salvado souligne que la neutralité de l'Espagne, loin de lui avoir été bénéfique, comme l'a longtemps soutenu l'historiographie des années 1960-1970, a été à l'inverse un des facteurs de la faillite du régime dans l'après-guerre⁹. Aujourd'hui, la question de la neutralité officielle du pays et le positionnement parfois complexe des gouvernements espagnols et du roi Alphonse XIII pendant la Première Guerre mondiale font partie des champs d'investigation de la recherche historique en Espagne¹⁰. La dimension stratégique du territoire espagnol pour les pays en guerre ainsi que les relations de l'Espagne avec les pays belligérants constituent aujourd'hui de nouveaux enjeux pour la recherche historique espagnole, comme le soulignent les travaux de l'historien Jesús Perea Ruiz sur la guerre sous-marine en Espagne de 1914 à 1918¹¹, ceux de l'historienne Carolina García Sanz à propos de Gibraltar¹² ou encore l'ouvrage de Fernando García Sanz quant au rôle des réseaux d'espionnage et des diplomates en Espagne pendant la Grande Guerre¹³. Le paradigme culturel d'analyse de la Grande Guerre, impulsé en France par l'Historial de Péronne, imprègne aussi aujourd'hui l'historiographie espagnole sur cette période. Romero Salvadó analyse dans une perspective culturelle la présence, dans l'Espagne des années de guerre et de l'immédiat après-guerre, de certains traits caractéristiques de la violence et des cultures de guerre présentes dans les sociétés européennes belligérantes¹⁴. Maximiliano Fuentes Codera s'intéresse lui aussi à la dimension culturelle de la guerre en Espagne en analysant les divers processus de mobilisation culturelle à l'œuvre, aussi bien ceux soutenus par les intellectuels que ceux émanant des belligérants, notamment au travers de la presse écrite¹⁵. La pandémie de grippe dite « espagnole » a aussi été l'objet d'un important renouvellement historiographique¹⁶.

9. Francisco J. Romero Salvadó, Ángel Smith (dir.), *La agonía del liberalismo español: de la revolución a la dictadura (1913-1923)*, Grenade (Comares), 2014.

10. Rosa María Pardo Sanz, « *España ante el conflicto bélico de 1914-1918: ¿una espléndida neutralidad?* » in Salvador Forner (éd.), *Coyuntura Internacional y Política española (1898-2004)*, Madrid (Biblioteca Nueva), 2010, p. 45-63.

11. Par exemple : Jesús Perea Ruiz, « *Guerra submarina en España (1914-1918)* », *Espacio Tiempo y Forma. Serie V, Historia Contemporánea*, n°16, 2004, p. 193-230.

12. Carolina García Sanz, *La Primera Guerra mundial en el estrecho de Gibraltar: economía, política y relaciones internacionales*, Madrid (CSIC), 2011. L'ouvrage est cité dans l'article de Jean-Marc Delaunay, « L'Espagne devant la guerre mondiale, 1914-1919. Une neutralité profitable ? », *Relations internationales*, 2014/4 (n° 160), p. 61.

13. Fernando García Sanz, *España en la Gran Guerra. Espías, diplomáticos y traficantes*, Barcelone (Galaxia Gutenberg-Círculo Lectores), 2014. L'ouvrage est mentionné dans l'article de Jean-Marc Delaunay cité *supra*.

14. Romero Salvadó, « *Espejismo rojo, marea negra, el caso español 1917-1923* », in Francisco Morente Valero, Javier Rodrigo (coord.), *Tierras de nadie : la Primera Guerra Mundial y sus consecuencias*, Grenade (Comares), 2014.

15. Maximiliano Fuentes Codera, *España en la Primera Guerra Mundial. Una movilización cultural*, Madrid (Akal), 2014.

16. Frédéric Vagneron, « *La grippe espagnole : une historiographie centenaire revisitée* », *Ler História*, 73 | 2018, p. 21-43. L'article mentionne notamment les travaux des historiennes Anne Rasmussen et Sophie Delaporte sur cette question.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux textes complémentaires pour analyser l'évolution du positionnement de l'Espagne et de la société espagnole pendant la Première Guerre mondiale.

Jean-Marc Delaunay, « L'Espagne devant la guerre mondiale, 1914-1919. Une neutralité profitable ? », *Relations internationales*, 2014/4 n° 160, p. 53-69.

Le 5 [août 1914], une note officielle précisait que l'Espagne n'interviendrait pas dans le déroulement des événements européens. [...] Neutralité des autorités, certes, mais aussi neutralité des groupes et des individus ? Loin des responsabilités, chacun, plus ou moins au courant des événements, avait ses sympathies personnelles. Dès les premiers mois de la guerre, quelques Espagnols s'enrôlèrent dans la seule unité habilitée à les accueillir en France, la Légion étrangère. [...]

La guerre en s'éternisant, créait des antagonismes. Aliadophiles contre germanophiles, tous prirent d'assaut les moyens d'information locaux. [...] Journalistes et écrivains espagnols, devenus correspondants de guerre, s'en donnèrent à cœur joie. Ainsi, Gaziel (Agustí Calvet), Azorín (José Martínez Ruiz), mais aussi Vicente Blasco Ibañez, Miguel de Unamuno et bien d'autres, avec ou sans visites aux fronts, s'activèrent à alimenter leurs compatriotes d'informations plus ou moins tronquées, plus ou moins tendancieuses, mais surtout d'analyses capables de peser sur l'évolution politique de leur propre pays. [...]

Arrière-cour de l'Entente franco-anglaise, puis franco-anglo-italienne à partir du printemps 1915, l'Espagne allait se convertir inévitablement en espace privilégié des réseaux d'espionnage et de sabotage, pouvant ainsi agir dans le dos des ennemis des Empires centraux, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, mais aussi l'Empire ottoman ! Frapper depuis l'Espagne, avec ses longues frontières terrestres et ses vastes zones maritimes, c'était perturber l'effort de guerre allié. [...]

La guerre provoqua progressivement mais irrémédiablement la fin du *turno*, cette rotation à l'anglaise entre libéraux et conservateurs au pouvoir [...]. Un climat de guerre civile semblait s'installer aux yeux des observateurs étrangers mais aussi nationaux. Si la révolution russe de 1917 eut un impact inégal, mais fort dans les régions les plus industrielles du pays, elle déclencha plus tard, sur fond de guerre coloniale difficile, une réaction, une contre-révolution violente, notamment à Barcelone, rendant le pays ingouvernable alors qu'aucune destruction n'y avait été subie durant le grand conflit qui avait épuisé la France, la Belgique et bien d'autres États. [...]

On l'a constaté, la neutralité espagnole avait été précieuse pour les Empires centraux qui voyaient en elle une épine majeure dans le champ stratégique allié occidental [...] Pour les Alliés, l'Espagne était une base arrière de ravitaillement en produits et en hommes. La neutralité, bienveillante ou rigide, c'était la solution pour tous, mais la Grande Guerre avait ébranlé une société espagnole démographiquement intacte (sinon par la grippe), en l'ouvrant à la démocratie libérale mais aussi à ses ennemis, fasciste et socialiste-communiste, tout en renforçant les conservatismes et les régionalismes de tous poils. Bref, une nation où la monarchie ne jouait plus son rôle de ciment après avoir échoué dans ses médiations internationales.

Francisco J. ROMERO SALVADÓ, « España y la I Guerra Mundial. El Crepúsculo de una Era. Más allá de los campos de batalla », in Carlos Navajas Zubeldía, Diego Iturriaga Barco (dir.), *Actas del V Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Universidad de la Rioja, 2016, p. 9-19.

No hubo ninguna sorpresa cuando al estallido de las hostilidades en el verano de 1914, el gobierno conservador presidido por Eduardo Dato rápidamente declaró la neutralidad oficial. [...]

En realidad, la neutralidad meramente reflejaba el aislamiento diplomático y la falta de relevancia en el concierto europeo. Cualquier pretensión de ser todavía una gran potencia habían desaparecido tras el traumático desastre colonial de 1898 y su manifiesta incapacidad en su nueva e impopular aventura en Marruecos. En general, la estrategia favorecida por la clase gobernante, con excepciones importantes como luego veremos, fue adoptar la actitud del avestruz: enterrar la cabeza en la arena, ignorar el cataclismo bélico más allá de la frontera y esperar que aquel les ignorase a ellos. Sin embargo, si bien España se salvó de la terrible sangría humana, no pudo evitar sus dramáticas consecuencias. El relativo letargo político en que el régimen se sustentaba llegó a su fin debido al trastorno económico, la convulsión demográfica, la agitación social y la polarización de sectores de la población en torno al mantenimiento de la neutralidad. [...]

El marco tradicional de la sociedad se vio bruscamente alterado por el impacto paradójico, y, no por ello menos cruel, de la guerra. En términos macroeconómicos, España experimentó un periodo de boom económico inusitado debido a su papel de abastecedor de los países beligerantes además de otros mercados que aquellos se habían visto obligados a abandonar. [...] El impacto de esa prosperidad fue tremendamente dispar. Mientras las regiones agrarias del sur y el centro del país entraban en crisis debido a la falta de materias primas y fertilizantes, las zonas industriales y los grandes centros urbanos vivían un periodo de actividad febril. [...]

El año 1917 fue un momento determinante. [...] A medida que avanzaba la guerra, el consenso inicial en torno a la neutralidad comenzó a resquebrajarse. Mientras la mayoría de la población nunca llegó a entender (ni a preocuparse) por los detalles de la pugna, la contienda se convirtió en un asunto de interés casi obsesivo para ciertos sectores e instituciones. Con excepciones importantes, los terratenientes, los oficiales del ejército, la Iglesia y la corte eran germanófilas. Para ellos, la victoria de los Imperios Centrales simbolizaba el triunfo de valores fundamentales (monarquía, autoridad, tradición, orden social). Por el contrario, las profesiones liberales, la mayoría de los intelectuales y los sectores del proletariado vinculados con el movimiento socialista se identificaban con los Aliados, en particular la secular y republicana Francia, para ellos modelo de la España moderna que deseaban. La polémica entre ambos campos alcanzó tal nivel de pasión que adquirió, según el historiador norteamericano Gerald Meaker, los visos de una guerra civil dialéctica entre dos visiones contrapuestas sobre el futuro de España, auténtico antecedente del conflicto fratricida que estallaría una generación más tarde. [...]

Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter cette question dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Ce chapitre a pour but de traiter de la guerre et en particulier de son caractère mondial et de son impact sur les sociétés européennes. S'il est important d'évoquer la place de l'Espagne dans ce conflit, notamment en vue des chapitres suivants, elle doit être limitée et toujours pensée par rapport aux grands mouvements liés aux combats et aux sorties de guerre.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

Au cycle 3, en classe de CM2, les élèves ont déjà abordé dans le thème 3 « La France, des guerres mondiales à l'Union européenne » l'étude des lieux de mémoire et du souvenir, ainsi que l'ampleur des conflits, notamment la Première Guerre mondiale. Au cycle 4, en classe de troisième, les élèves ont étudié à nouveau dans le thème 1 « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) », dont la Première Guerre mondiale, en abordant la question des civils et des militaires dans la guerre.

Le programme de première réinscrit cette thématique dans une optique d'approfondissement. Les élèves peuvent étudier les conséquences à court et long termes de la mobilisation des civils dans la guerre, et en particulier la place des femmes, ce qui permet de mettre en lumière le renouvellement historiographique sur l'histoire des femmes entrepris depuis une dizaine d'années. Dans le cadre du programme de Bachibac, à travers le cas de l'Espagne, les élèves étudient aussi la diversité des États neutres et l'évolution de leur positionnement pendant le conflit. Par ailleurs, le programme invite aussi dans le cadre du bilan de la guerre à faire un éclairage sur l'épidémie de grippe dite « espagnole », en prolongeant la question de la dimension scientifique et médicale de la guerre.

Éléments de problématisation

De manière générale, ce chapitre vise à étudier les grandes phases de la Première Guerre mondiale et son impact sur les sociétés. La question relative à « la position de l'Espagne dans le conflit » est à envisager dans le cadre de l'histoire européenne du conflit, afin de faire percevoir aux élèves de Bachibac comment l'Espagne, officiellement neutre, ne reste en réalité pas complètement à l'écart du conflit et n'échappe pas aux effets de la guerre tant sur le plan socio-économique que sur le plan politique. Durant la Première Guerre mondiale, du fait de son positionnement stratégique à la confluence de divers espaces maritimes, l'Espagne suscite en effet un intérêt militaire majeur pour les belligérants mais elle est également au cœur d'une intense guerre de propagande orchestrée par les deux camps, qui affecte toutes les catégories de la société espagnole et a des conséquences, de manière différenciée, sur le territoire à toutes les échelles.

Problématiques du chapitre – Pourquoi le conflit s'est-il enlisé dans la durée ? Pourquoi la position de neutralité de l'Espagne s'est-elle avérée complexe ? Quelles sont les conséquences de la guerre pour les sociétés européennes ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Pour ce qui est de « la position de l'Espagne dans le conflit », on pourra mettre en avant dans ce chapitre les trois points suivants pour éclairer certains axes généraux du programme :

- la complexité de la neutralité officielle de l'Espagne pendant la Première Guerre mondiale ;
- l'Espagne comme objet des rivalités entre les belligérants durant le conflit ;
- l'épidémie de la grippe dite « espagnole ».

Comment s'adapte la position de l'Espagne face à un conflit qui dure ?

Avant 1914, l'Espagne ne participe que de manière marginale à la politique d'alliances qui s'élabore progressivement dans le courant des années 1890, et dont l'engrenage conduit à la Première Guerre mondiale. Réfléchir à la neutralité espagnole permet de montrer que même les pays ne prenant pas directement part au conflit sont malgré tout concernés.

- **Une neutralité affirmée, signe d'une marginalisation politique** : le 30 juillet 1914, le gouvernement espagnol, dirigé par Eduardo Dato, publie dans *La Gaceta de Madrid*, un décret déclarant la stricte neutralité de l'État espagnol. Mais cette neutralité, assumée par le gouvernement et le roi en 1914, est aussi la déclaration d'une certaine forme d'impuissance de l'Espagne sur le continent européen. En effet, à la veille de la guerre, le pays, en retard sur le plan économique, connaît de multiples fragilités. Le gouvernement est ainsi en proie à divers mouvements de contestation sociale et l'armée peine à juguler les résistances aux opérations de pacification entamées par l'Espagne au Maroc.
- **La volonté de jouer un rôle de médiation** : malgré cette neutralité proclamée et assumée, le roi d'Espagne Alphonse XIII et les gouvernements conservateurs et libéraux successifs maintiennent une politique diplomatique active en direction des belligérants, en tentant par ce biais de se positionner comme médiateur avec l'intention de jouer un rôle après-guerre et ainsi de réinsérer l'Espagne sur l'échiquier diplomatique. On peut évoquer la création, à partir d'octobre 1914, de la « *Oficina Pro-Cautivos* ». Cette institution humanitaire, installée au Palais royal de Madrid et travaillant en lien avec la Croix-Rouge, a notamment pour objectif d'aider les familles à la recherche de personnes disparues au front ou de prisonniers de guerre. Cette aide s'adresse à l'ensemble des familles européennes. Ainsi, cet office traite durant le conflit plus de 150 000 dossiers de personnes disparues de nationalités différentes : Français, Britanniques, Allemands, Autrichiens, Russes, Portugais, Serbes, mais aussi Espagnols — surtout originaires de Catalogne ou du Pays basque — qui se sont engagés dans les rangs de la Légion étrangère française.

Pourquoi l'Espagne « neutre » pendant le conflit devient-elle l'objet de rivalités stratégiques et d'une intense guerre de propagande entre les belligérants ?

L'Espagne se trouve pendant la Grande Guerre aux prises des rivalités des puissances belligérantes, en devenant un enjeu secondaire sur les plans tant militaire qu'idéologique. Elle est aussi le terrain d'un vaste réseau d'espionnage¹⁷ mis en place dans les deux camps.

- **Une position stratégique qui souligne les enjeux de la guerre (guerre maritime, logistique à l'échelle planétaire, renseignement) :** l'Espagne, située à un carrefour clé pour les communications navales et commerciales, offre un intérêt majeur pour l'économie de guerre des deux camps. Ses matières premières sont ainsi perçues comme vitales pour soutenir l'effort de guerre. D'où la nécessité pour les belligérants de sécuriser leur approvisionnement passant par les mers bordières du pays. Ainsi, afin de garder la maîtrise des mers et des territoires côtiers, les Allemands créent en Espagne un vaste réseau d'espionnage qui a comme objectif de freiner et si possible de bloquer les transports des marchandises espagnoles vers le camp adverse¹⁸. En réaction, la France et le Royaume-Uni organisent un vaste réseau de contre-espionnage. Le territoire de Gibraltar, point de passage névralgique pour le Royaume-Uni, devient ainsi pendant la Première Guerre mondiale le cœur de l'espionnage britannique en Espagne¹⁹.
- **L'Espagne, enjeu d'influence pour les belligérants :** en Espagne, les réseaux d'espionnage et d'informations des deux camps mènent aussi une intense « guerre de propagande », notamment par le biais de la presse écrite. Par le financement de journaux espagnols germanophiles, les services de propagande et les réseaux de renseignements allemands s'assurent une tribune susceptible d'influencer l'opinion publique, comme l'illustre la vaste campagne de dénigrement, orchestrée dans la presse par l'ambassadeur d'Allemagne en Espagne, Maximilian Von Ratibor, contre le président du gouvernement Romanones (octobre 1912-décembre 1913 ; décembre 1915-juin 1917), partisan farouche d'une alliance avec les Français et les Britanniques. L'objectif est de maintenir l'Espagne dans sa position de neutralité. Du côté de l'Entente, il existe une presse espagnole dite « aliadophile ». Elle est financée par les Franco-Britanniques et vise à l'inverse à sortir l'Espagne de sa neutralité. Dans ces journaux, la place et le rôle des intellectuels favorables à l'entrée en guerre de l'Espagne, comme Miguel de Unamuno, Manuel Azaña ou José Ortega y Gasset, est majeure et peut être analysée avec des élèves de Bachibac en lien avec l'enseignant de langue et littérature de la section.

L'épidémie de la grippe dite « espagnole »²⁰

Cette grippe a provoqué le décès de 25 à 40 millions de personnes entre avril 1918 et le printemps 1919. Le virus arrive en Europe par les *boys* états-uniens arrivés dans les ports français de l'Atlantique en avril 1918, mais les premiers cas surviennent au Kansas dans le camp de Fuston, en mars 1918, au moment de la mobilisation des soldats. Les combats de l'année 1918 sont ensuite propices à sa propagation sur le front, et ce

17. Voir les indications bibliographiques fournies plus haut dans la section « Enjeux historiographiques ».

18. Anne Rosenbusch, « [Los servicios de información alemanes : sabotaje y actividad secreta](#) », *Andalucía en la historia*, n°45 (julio-septiembre 2014), p. 24-29.

19. Carolina García Sanz, « [Lobos de mar y espías tras la "Roca" : Gibraltar en la Gran Guerra](#) », *Andalucía en la historia*, n°45 (julio-septiembre 2014), p. 14-17.

20. Les grands axes présentés ici sont extraits pour partie de l'article de Claude Quézel, « [Grippe espagnole, le tueur que l'on n'attendait pas](#) », *L'Histoire*, n°449, juillet-août 2018.

dans les deux camps. Puis l'épidémie affecte en parallèle la population civile de toute l'Europe. À partir d'octobre 1918, l'épidémie de grippe s'accélère et le nombre de victimes augmente fortement. La grippe dite « espagnole » s'étend alors en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie. Elle finit par revêtir une dimension planétaire pour ne s'amenuiser que vers la fin de l'année 1920.

Il peut être ici intéressant de montrer aux élèves de Bachibac le lien entre la dénomination de l'épidémie et la diffusion de l'information la concernant. En effet, l'Espagne, alors neutre, évoque de manière importante cette épidémie dans ses journaux (d'où l'adjectif de grippe dite « espagnole »), alors que les pays belligérants tout aussi voire plus affectés par la grippe l'évoquent moins du fait de la censure.

Lexique spécifique à faire acquérir : *triple alianza, triple entente, guerra de movimientos, guerra de trincheras, línea de frente, economía de guerra, aislacionismo, unión sagrada, genocidio armenio, retaguardia, neutralidad, aliadófilos, germanófilos.*

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

La Première Guerre mondiale : grandes phases et impact sur les sociétés

Dans cette [séquence](#), la position de l'Espagne dans le conflit pourra être analysée de manière filée lors des différentes séances. Cette activité repose sur un corpus documentaire et un travail en groupe avec une dimension collaborative facilitée par des outils numériques.

Le rôle de l'Espagne dans la Première Guerre mondiale

Dans cette [activité](#), les élèves travaillent par groupes et en autonomie sur un corpus documentaire pour répondre à la consigne de travail posée. Un sujet différent est donné à chaque groupe. Une fois le travail de prélèvement, d'analyse et d'organisation des idées réalisé, chaque groupe présente son travail à l'oral.

Pièges à éviter

- Donner une vision réductrice du rôle de l'Espagne dans la Grande Guerre sans en souligner la complexité.
- Traiter l'histoire de l'Espagne dans la Première Guerre mondiale en la détachant de l'histoire européenne de la guerre du fait de sa neutralité.

Chapitre 2 – L’entre-deux-guerres : espoirs d’un nouvel ordre mondial, crise économique et montée des totalitarismes

Centré sur la question de l’Europe entre 1919 et 1939, ce chapitre s’intéresse d’abord aux tentatives de construction d’une paix durable à partir des différents traités de paix et à leurs échecs. À ce sujet, les [ressources proposées pour le chapitre 3 du thème 4 de première générale](#) éclairent la majorité des points à aborder.

Dans un second temps, il s’agit de mettre en évidence les tensions et les crises qui marquent l’entre-deux-guerres et qui favorisent la montée des totalitarismes, notamment en URSS, en Italie et en Allemagne. Les [ressources proposées pour les chapitres 1 et 2 du thème 1 d’histoire en terminale](#) présentent les enjeux à aborder.

La mise en œuvre de ce chapitre **n’exige aucun développement spécifique sur l’Espagne**. Néanmoins, il est possible d’insérer dans ce chapitre 2 un point rapide sur la dictature de Primo de Rivera afin de permettre une contextualisation plus précise du chapitre 3, qui est entièrement consacré à l’histoire de l’Espagne des années 1930. À ce sujet, un éclairage spécifique sur cette question est ici proposé.

Mise au point historiographique sur la dictature de Primo de Rivera

Dans l’historiographie espagnole, les débats se sont surtout centrés sur la nature du régime dictatorial, reliant cette expérience de dictature avec la victoire postérieure du franquisme. Dans les années 1980, les ouvrages de Shlomo Ben-Ami, María Teresa González Calbet et José Luis Gómez-Navarro placent l’étude de la dictature dans un contexte international, comme un phénomène qui n’est pas spécifique à l’Espagne, ce qui leur permet de lier cette période au régime franquiste dans une même logique de projet réactionnaire²¹. L’historien espagnol Javier Tusell a mené une étude exhaustive du coup d’État militaire, à la fois dans son développement et dans ses conséquences²².

Aujourd’hui, les tendances de la recherche historique espagnole mettent l’accent sur « les précédents de la dictature et s’efforcent de replacer le phénomène dans la lignée des efforts régénérationnistes qui caractérisent la vie politique espagnole depuis 1898²³ » et développent une analyse plus systémique de cette période mêlant l’analyse politique à l’étude des variables culturelles, économiques, sociologiques, voire de la psychologie du dictateur²⁴.

21. Sur ce point et pour les références aux travaux d’historiens cités, voir l’article de Julio López Iñiguez, « [Noventa años de historiografía sobre la dictadura de Primo de Rivera: un estado de la cuestión](#) », *Historiografías*, 10 (Julio-Diciembre 2015), p. 100-101.

22. Javier Tusell, *Radiografía de un golpe de estado: El ascenso al poder del general Primo de Rivera*, Madrid (Alianza Editorial), 1987.

23. Jordi Canal (dir.), *Histoire de l’Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021, Chapitre 12 « La dictature de Primo de Rivera », p. 179.

24. Sur ce point, voir l’article de Julio López Iñiguez, *op. cit.*, p. 106. Voir les travaux de l’historien Ramón Tamames, *Ni Mussolini ni Franco : la Dictadura de Primo de Rivera y su tiempo*, Barcelona (Planeta), 2008 et ceux de l’historien Eduardo González Calleja, *La España de Primo de Rivera. La modernización autoritaria 1923-1930*, Madrid (Alianza Editorial), 2005.

Deux textes d'historiens contemporains pour interroger la nature de la dictature de Primo de Rivera

Philippe Nourry, « Une dictature "civilisée" : Primo de Rivera », *Histoire de l'Espagne de l'origine à nos jours*, Paris (Tallandier), 2019, p. 556-557.

Ce régime incontestablement dictatorial, mais qui se voulait d'exception, limité dans le temps et sans prétention à fonder un ordre nouveau définitif — comme venait de le faire Mussolini un an plus tôt après la marche sur Rome de ses milices fascistes —, épousera l'image de son protagoniste espagnol. Don Miguel, grand seigneur andalou, militaire de tradition comme l'était déjà son père, s'était déjà illustré à Cuba, aux Philippines et au Maroc avant de nouer à Barcelone des contacts confiants avec les élites catalanes. D'être par ailleurs le père de José Antonio, futur fondateur de la Falange, ne saurait faire de lui un doctrinaire, inventeur d'un fascisme à l'espagnole. Son éducation et sa mentalité le rattachaient davantage aux *caudillos* politico-militaires du siècle précédent qu'aux dictateurs que commençaient à engendrer les temps nouveaux. Il n'en empruntera pas moins quelques-unes des recettes mises au goût du jour par Mussolini, à commencer par la création d'un parti à vocation unique, l'Union patriotique, et plus tard une Assemblée nationale consultative aux membres désignés mi-élus par des instances corporatistes et régionales. En revanche, ni milices dans les rues ni aucun de ces signes par lesquels un régime autoritaire se transforme en dictature oppressive et cruelle, les seules mesures arbitraires qu'on pût lui reprocher se bornant à des peines de prison temporaires et à des mesures de confinement tout aussi temporaires.

Autoritaire, colérique, mais aussi franchement débonnaire, ce colosse truculent et bon vivant, dont on a prétendu qu'il tenait parfois ses conseils ministériels dans des maisons de rendez-vous, saura épargner à l'Espagne les excès d'un pouvoir personnel quasi divinisé comme après lui le général Franco. S'il gouverne pratiquement seul (son directoire militaire n'a lui-même qu'un rôle consultatif et Primo entend être le seul interlocuteur du roi), il le fait au nom et comme représentant de l'armée, ce qui est aussi une nouveauté en Espagne où l'institution, en tant que telle, ne s'était manifestée fugitivement qu'à l'occasion du coup d'État du général Pavía contre la Première République en 1874. Et lorsque l'armée le lâchera, ce dictateur hors norme se retirera de son plein gré.

Ces considérations expliqueront la relative bienveillance dont bénéficiera assez longtemps en Espagne le concept de dictature. Un terme que Primo de Rivera récusait lui-même et que les Espagnols, en l'occurrence, travestiront en *dictablanda* (une « dictadouce ») [à partir de 1930 pour désigner le régime de Dámaso Berenguer]. Elles expliquent déjà la surprenante adhésion que le nouveau régime trouve d'emblée auprès de très larges secteurs de l'opinion.

Julio López Iñiguez, « Noventa años de historiografía sobre la dictadura de Primo de Rivera: un estado de la cuestión », *Historiografías*, 10 (Julio-Diciembre 2015), p. 85-86.

Durante años la publicística trató al régimen de Primo de Rivera como un hecho inevitable acontecido después de la nefasta política colonial, de las responsabilidades y del grave problema que planteaba el terrorismo, sobre todo en la industrializada Cataluña, donde los desórdenes sociales y las huelgas, con todas sus consecuencias económicas, estaban a la orden del día. Todo lo anterior derivaba del carácter incompetente y corrupto del sistema restauracionista, que no había podido dar solución a estos problemas. Los años que siguieron a 1923 eran, por así decirlo, una consecuencia lógica de los desequilibrios anteriores, una solución transitoria del monarca que terminó por fracasar. El cambio registrado en la historiografía española a partir los años setenta también afectó no obstante a los estudios acerca de la dictadura de Primo de Rivera y a la citada imagen. Es frecuente encontrar en las últimas décadas trabajos de muy diversa índole (nacional, local, política, económica, etc.) acerca de la primera dictadura del siglo XX español. El carácter autoritario, a la par que corporativista, del régimen instaurado el 13 de septiembre de 1923 ha hecho que una serie de historiadores hayan comenzado a ver en este período un paréntesis merecedor de un profundo estudio. El golpe militar, de factura decimonónica, debe enmarcarse, además, en la oleada de nuevas dictaduras que se extendieron por aquel entonces por numerosos estados europeos. [...]

A la interpretación coetánea partidista y publicitaria siguió otra más crítica coincidente con los años de la II República. La dictadura franquista conllevó un cambio sustancial en la historiografía española. El nacionalcatolicismo imperante intentó conectar el nuevo régimen con algunas de las instituciones y de los principios del régimen primorriverista. La Transición y los primeros años de la democracia sin duda han ofrecido un interesante y variado panorama en los estudios sobre el período. Interpretaciones como la de Manuel Tuñón de Lara o la de los primeros estudios clásicos del período serán detallados de forma individual. Además, el trabajo se detiene en aquellos estudios que comparan la dictadura con los dos regímenes políticos que más relación tuvieron con la España de los años veinte: Italia y Portugal.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Il n'est en rien obligatoire de développer des exemples liés à l'Espagne pour ce chapitre, qui se traite à l'échelle européenne. La dictature de Primo de Rivera peut être cependant un contrepoint intéressant, pour souligner le développement des régimes autoritaires dans l'Europe des années 1920, mais aussi par comparaison pour les différencier des régimes totalitaires, et ainsi souligner les spécificités de ces derniers.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

Au cycle 4, en classe de troisième, les élèves ont étudié dans le thème 1 « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) » la question des « Démocraties fragilisées et expériences totalitaires dans l'Europe de l'entre-deux-guerres ».

Le programme de première réinscrit cette thématique dans une optique d'approfondissement. Les élèves peuvent étudier les principales tentatives de construction de la paix dans l'immédiat après-guerre ainsi que les défis des démocraties face aux crises et à la montée des tensions durant les années 1930. L'analyse des régimes totalitaires sera elle aussi approfondie en classe de première en insistant sur les caractéristiques et spécificités de ces derniers.

Éléments de problématisation

Centré sur la question de l'Europe entre 1919 et 1939, ce chapitre s'intéresse d'abord aux tentatives de construction d'une paix durable à partir des différents traités de paix (« 14 points » de Wilson en 1918, conférence de la paix de Paris et traité de Versailles de 1919) et à leurs échecs. Dans un second temps, il s'agit de mettre en évidence les tensions et les crises qui marquent l'entre-deux-guerres et qui favorisent la montée des totalitarismes, notamment en URSS, en Italie et en Allemagne. On pourra, dans un souci de contextualisation du chapitre 3, étudier la dictature de Primo de Rivera, qui est un régime autoritaire. Cette étude, menée dans une démarche comparative avec le cas italien par exemple, peut permettre de mieux cerner les caractéristiques propres aux régimes totalitaires.

La possibilité de traiter la question de la dictature de Primo de Rivera est laissée au choix de l'enseignant.

Problématique du chapitre – Pourquoi, durant l'entre-deux-guerres, les espoirs de construire une paix durable échouent-ils, dans un contexte de multiplication des tensions et d'affirmation des régimes autoritaires et totalitaires au cours des années 1930 ?

Comment étudier la dictature de Primo de Rivera dans ce chapitre ?

Les éléments de problématisation proposés ci-dessous ne sont que des suggestions. On pourra appuyer la réflexion sur les points de questionnement suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Pour ce qui est de la dictature de Primo de Rivera, on peut mettre en avant dans ce chapitre les deux points suivants :

- la mise en place du régime et sa nature autoritaire ;
- l'échec de la pérennisation du régime.

Comment le régime autoritaire de Primo de Rivera se met-il en place ?

- **Un régime autoritaire mais sans ambition totalitaire** : dans un contexte de crise protéiforme, le général Primo de Rivera lance le 13 septembre 1923 un *pronunciamento* qui s'achève par l'annonce d'un régime d'exception : le coup d'État est lancé. Primo de Rivera instaure ainsi une dictature avec le soutien de l'armée et, vraisemblablement²⁵, du roi Alphonse XIII. Ainsi, le 15 septembre 1923, Primo de Rivera est nommé par le roi président d'un directoire militaire chargé du gouvernement (1923-1925), remplacé par la suite par un directoire civil (1925-1930). Immédiatement, la Constitution de 1876 est suspendue, les deux chambres sont dissoutes et on assiste à la prise en main des institutions étatiques par les militaires. La nature de ce régime qui se veut autoritaire est assez particulière : à l'inverse de l'État mussolinien, il est limité dans le temps et n'a pas pour prétention de fonder un ordre définitif. Il n'est donc pas un régime totalitaire. Il convient ainsi d'interroger les caractéristiques de la dictature de Primo de Rivera, qui s'impose dans l'entre-deux-guerres comme une solution aux problèmes que traverse le pays et que la crise de 1929, loin de la consolider, vient clore.
- **Une dictature « civilisée » ?** Mais si ce nouveau régime est bien dictatorial, il n'est pas arbitraire²⁶. Cela explique pourquoi le régime est assez bien accepté par les différentes forces politiques espagnoles, du moins dans ses premières années, en plus de bénéficier du soutien de l'armée. De fait, la période 1923-1925 voit la mise en œuvre de politiques intérieures qui résolvent une bonne part des problèmes que traverse l'Espagne. Ces succès, dont l'objectif est la modernisation de l'Espagne, se doublent de victoires en dehors du pays, et notamment au Maroc. Après l'humiliation subie lors du *desastre de Annual* en 1921, l'été 1925 est marqué par la prise d'Axdir (capitale de l'éphémère République du Rif) et la défaite d'Abd el-Krim, grâce à des opérations franco-espagnoles coordonnées par Primo de Rivera lui-même et par Philippe Pétain.

Qu'est-ce qui explique l'échec des tentatives de pérennisation du régime ?

L'échec du régime, qui peut être relié au contexte de la crise de 1929 et à ses conséquences, permet également de mettre en avant les acteurs qui seront au cœur des affrontements des années 1930 en Espagne : les intellectuels, les partis, les syndicats, et bien sûr l'armée.

- **L'affirmation des oppositions et un durcissement mal accepté** : dès 1925, le régime doit faire face à une opposition grandissante alors qu'il prend une tournure plus autoritaire. Le remplacement du directoire militaire par un directoire civil (1925-1930) ne parvient pas à masquer des mesures plus radicales, qui alimentent les contestations en Catalogne et dans les milieux intellectuels (Unamuno, Ortega y Gasset notamment). Primo de Rivera commence à perdre le soutien d'une partie de l'armée quand il entend la réformer (conjuraison avortée de la *Sanjuanada* de 1926). En 1927, une Assemblée nationale consultative est convoquée dans l'objectif de rédiger une Constitution autoritaire – qui ne voit pas le jour : ses membres sont issus de corporations, élus au suffrage indirect ou nommés par les institutions. Cela

25. Propos de l'historien Santos Juliá cités dans Eduardo González Calleja, « [Tendencias y controversias de la historiografía sobre la política en la Segunda República española](#) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, 52 | 2017, p. 23-55.

26. Philippe Nourry, *Histoire de l'Espagne de l'origine à nos jours*, Paris (Tallandier), 2019.

correspond à l'abandon, de manière officielle, du suffrage universel en Espagne²⁷, et génère une grande méfiance de la part des différents partis politiques. Enfin, les syndicats et les mouvements ouvriers, relativement favorables au régime avant 1925 (excepté la CNT), commencent à s'agiter. En 1927, les plus radicaux de la CNT créent la *Federación Anarquista Ibérica*.

- **La crise de 1929, fatale pour le régime, mais aussi pour la monarchie** : en 1929, le PSOE cesse tout soutien à la dictature et se positionne en faveur d'une République. En outre, la crise économique mondiale provoque une forte dégradation de la situation économique de l'Espagne et écorne davantage l'image du régime. Les deux tentatives pour redorer le blason de la dictature, l'Exposition internationale de Barcelone et l'Exposition ibéro-américaine de Séville en 1929-1930 ne suffisent pas à masquer les multiples contestations auxquelles le régime doit faire face. En janvier, les officiers d'artillerie organisent un soulèvement à Ciudad Real et, quelques mois plus tard, deux nouvelles tentatives pour renverser Primo de Rivera échouent, mais sont révélatrices de la méfiance grandissante de l'armée envers le dictateur. Le 26 janvier 1930, Primo de Rivera lance une enquête auprès des capitaines généraux et des commandants de l'armée pour sonder sa popularité. Il annonce que, sans le soutien de ses pairs, il est prêt à quitter le pouvoir. Les réponses ne lui laissent aucun choix : le 28, il annonce au roi sa démission et quitte l'Espagne le soir même pour Paris, où il meurt deux mois plus tard.

Les Espagnols honorent amèrement sa mémoire en 1930, et font porter au roi la responsabilité d'avoir rompu le pacte qui liait depuis 1874 la Couronne à la Constitution. Cela explique, en grande partie, la proclamation de la Seconde République le 14 avril 1931.

Lexique spécifique à faire acquérir : *totalitarismo*, *dictadura*, *autoritarismo*, *comunismo*, *estalinismo*, *fascismo*

Pièges à éviter

- Accorder une trop grande importance à la crise économique de 1929 dans la montée des totalitarismes en Europe.
- Considérer que l'État totalitaire est le seul modèle de régime autoritaire dans l'entre-deux-guerres.

27. Sur le site internet du *Congreso de los diputados* est en ligne [un article sur la dictature de Primo de Rivera](#).

Chapitre 3 – Les années 1930 en Espagne : de la Seconde République à la guerre civile

Enjeux historiographiques

Jusqu'aux années 1960, l'historiographie se focalise sur la guerre civile. Deux récits s'opposent, l'un émanant de l'historiographie franquiste, et ayant pour but de légitimer notamment le coup d'État de juillet 1936, et l'autre émanant de l'histoire républicaine en exil et visant à justifier les choix faits par la République en guerre afin d'expliciter la défaite. Il faut souligner le caractère encore vif des débats qui continuent à secouer la société espagnole. Certains auteurs, sans formation historique universitaire, ont livré leurs propres lectures du conflit²⁸. Leurs ouvrages, pauvres en références notamment en sources archivistiques et historiographiques, manquant de rigueur scientifique et largement critiqués par la communauté historique, sont pourtant des succès de librairie. Et ce sont ces auteurs qui interviennent le plus souvent dans la presse, auprès d'un public finalement peu informé. Ce constat offre l'occasion de travailler l'esprit critique et d'évoquer les méthodes de la recherche historique en classe de première Bachibac.

La Seconde République

Dans les années 1960, les historiographies anglo-saxonne et française critiquent la vision franquiste de l'histoire de la guerre civile et, tout en se voulant objectives dans leur analyse, adoptent une optique pro-républicaine. En 1965, l'Américain Gabriel Jackson élabore une histoire qui englobe la République et la guerre. Il met en lumière « une image positive de la République et de ses projets de réformes (sécularisation, réforme agraire et éducative, modernisation de l'armée, autonomie régionale) qui ont soulevé l'opposition des " forces conservatrices " (Église, Armée, propriétaires terriens)²⁹ ».

Dans les années 1970, les recherches historiques sur la Seconde République prennent de l'ampleur, en lien avec le contexte de crise de la dictature franquiste et d'amorce de la transition. Elles adoptent alors une approche pluridisciplinaire et croisent le plus souvent l'histoire, les sciences politiques et la sociologie. De plus, comme l'écrit l'historien espagnol Santos Juliá : « *la historiografía sobre la Segunda República aparecía a finales de los años setenta guiada por el propósito de buscar al culpable de la guerra y, en consecuencia, por una abrumadora atención al campo de lo político*³⁰. » Ainsi, les études historiques se penchent sur le caractère novateur de la Constitution de 1931, l'organisation de la vie parlementaire ou encore le fonctionnement des partis politiques. « Les historiens espagnols ont proposé une histoire relativement a-critique de la République, sans doute en raison de leur attachement militant à ce régime au moment du passage à la démocratie. Ils se sont focalisés sur l'action des gouvernements de gauche, notamment ceux de 1931-1933 ("*bienio reformista*"), qu'ils étudient à partir du témoignage de ses acteurs³¹ ». L'historiographie anglo-saxonne s'attache essentiellement à rechercher les causes de la guerre civile. Ainsi, Paul Preston ou Stanley Payne³² voient dans la crise espagnole des années 1930 un échec global du réformisme républicain.

28. Citons par exemple les journalistes-essayistes Pío Moa et César Vidal Manzanares. Le premier s'est souvent confronté, dans la presse nationale, à l'historien Enrique Moradiellos García, professeur d'histoire contemporaine des universités d'Estrémadure, du Queen Mary College à Londres et de la Complutense à Madrid.

29. Charlotte Worms et Élodie Richard, « [Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition](#) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 n°127, p. 18.

30. Eduardo González Calleja, *op. cit.*, p.25.

31. Charlotte Worms et Élodie Richard, *op. cit.*

32. Eduardo González Calleja, *op. cit.*

Dans les années 1980, les historiens recentrent leur attention sur la guerre civile, et en particulier sur le coup d'État du 18 juillet 1936 : ils mettent en exergue son échec relatif, déconstruisant ainsi l'analyse élaborée par l'historiographie franquiste. Julio Arostégui Sánchez souligne à ce titre que « c'est le soulèvement militaire et l'effondrement de l'État républicain qui entraînent le mouvement révolutionnaire et non l'inverse³³ ».

Les historiens des années 1980 ont aussi mis en lumière les réalités des conflits sociaux et des dynamiques politiques de l'Espagne des années 1930. Manuel Álvarez Tardío et Roberto Villa mettent en perspective les débats politiques espagnols quant au choix du modèle républicain dans le contexte des expériences constitutionnelles européennes de l'entre-deux-guerres³⁴. Ils soulignent aussi la variété des facteurs à l'origine des difficultés du régime et mettent l'accent sur la présence latente et ancienne de formes de violence politique ayant imprégné de manières diverses la société espagnole.

Le champ de la violence politique est aujourd'hui un objet d'étude qui génère une historiographie foisonnante mais clivante, car il recouvre d'importants enjeux politiques et mémoriels. Dans ce débat historiographique, les travaux de Rafael Cruz proposent pour l'année 1936 une approche qui vient contrer celle de l'historiographie franquiste et des historiens proches de Fernando del Rey Reguillo³⁵. Rafael Cruz distingue deux types de violences : la violence qui résulte « des dérapages du mouvement social », et « la violence ciblée contre les autorités, exercée notamment par la Phalange pour créer un climat propice au coup d'État³⁶ ». Il y nuance par ailleurs la passivité de la République à les réprimer, passivité souvent mise en avant dans l'historiographie anglo-saxonne³⁷. À l'inverse, Rafael Cruz affirme que les gouvernements républicains « n'ont pas souffert d'un défaut d'autorité, mais au contraire d'un excès d'autoritarisme » en argumentant que « le contrôle policier dans l'Espagne de 1936 a été impliqué dans la majorité des blessés et des morts³⁸ ». Eduardo González Calleja³⁹ poursuit cette réflexion sur la question des violences sociopolitiques de l'Espagne des années 1930 par une analyse de la gestion de l'ordre public menée par la République, en indiquant sa progressive militarisation à partir de 1933. Selon lui, « buena parte de la responsabilidad en el deterioro del orden público cabe atribuirla a la actuación de las propias fuerzas policiales, en especial a la Guardia Civil en cuyo seno se vivía en un estado de " sedición latente " y a la escasa fiabilidad de la organización policial en su conjunto, no obstante, el avance que supuso la creación de la Guardia de Asalto. Es cierto que hubo un intento de retorno al civilismo con los gobiernos del Frente Popular, pero estos solo lograron controlar parcialmente a las fuerzas de seguridad del Estado, ya muy divididas a estas alturas de la República en cuanto a sus lealtades⁴⁰ ». Soucieux de replacer son analyse dans le contexte européen de l'entre-deux-guerres, lui aussi marqué par un accroissement des violences, il note que ces troubles à l'ordre public

33. Julio Arostégui Sánchez, « Los componentes sociales y políticos de la guerra civil española », in Manuel Tuñón Lara (dir.), *La Guerra civil española, 50 años después*, Barcelone (Labor), 1985, p. 45-122, cité dans l'article de Charlotte Worms et Élodie Richard, *op. cit.*, p. 24.

34. Manuel Álvarez Tardío y Roberto Villa García, *El Precio De La Exclusión. La Política Durante La Segunda República*, Madrid (Encuentro), 2010. Voir la [recension de cet ouvrage](#) par José Antonio Parejo Fernández dans *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*, 24, p. 376-380.

35. Ce qui suit reprend les approches citées par Charlotte Worms et Élodie Richard, *op. cit.*, p. 39.

36. *Ibid.*

37. L'historien Stanley Payne dans son ouvrage, *The Collapse of the Spanish Republic, 1933-1936 – Origins of the Civil War* (Yale University Press, 2006), avance en effet l'idée que le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires pour juguler les phénomènes de violences et de troubles à l'ordre public.

38. Cité dans l'article de Rafael Serrano García, « [Debates historiográficos sobre la Segunda República española \(1931-1936\)](#) », *Ler História*, 69 | 2016, p. 155-167.

39. Eduardo González Calleja, *Cifras cruentas. Las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la Segunda República española (1931-1936)*, Granada (Comares), 2015. Voir la [recension de cet ouvrage](#) par Claudio Grasso dans *Hispania nova. Revista de Historia Contemporánea*, Núm. 15 (2017), p.554-557.

40. Rafael Serrano García, *op. cit.*

s'inscrivent à différentes échelles du territoire et dresse ainsi une géographie fine de la violence politique qui affecte l'Espagne des années 1930.

La question du rôle et de l'intervention des puissances européennes intéresse également les historiens. Jean-François Berdah éclaire la politique extérieure de la Seconde République. Il souligne comment ses débuts furent marqués par une volonté de reconnaissance internationale puis comment progressivement, entre 1933 et 1936, l'Espagne s'est retrouvée au cœur des tensions européennes. Il analyse l'attitude des puissances européennes à son égard, notamment au moment du coup d'État militaire de juillet 1936⁴¹.

La guerre civile

L'histoire de la guerre civile espagnole a d'abord été très partisane. Il faut attendre les années 1960 pour que des historiens, britanniques et français, puissent éditer une histoire du conflit plus rigoureuse – malgré la difficulté d'accès aux archives.

C'est surtout sous la plume de l'Anglais Hugh Thomas qu'apparaît ce que François Godicheau qualifie de récit canonique de la guerre civile. Dans son œuvre *La guerre d'Espagne*, publiée en 1961 simultanément en anglais, français et espagnol, Hugh Thomas fournit une histoire générale et surtout politique du conflit, parsemée d'« épisodes incontournables⁴² », notamment au sujet de la répression : le massacre des prisonniers rebelles à Paracuellos del Jarama, les massacres organisés par les militaires à Badajoz, la mort du poète Federico García Lorca, etc. À ces événements s'ajoutent ensuite les réactions internationales (soutiens allemand et italien aux insurgés, soutien soviétique aux communistes, non-ingérence de la France et du Royaume-Uni après des hésitations) ; puis la formation des brigades internationales ; enfin les batailles « classiques » (Madrid, Teruel, l'Èbre). Cette construction du récit de la guerre civile, établie dès les années 1960, est reprise jusqu'au début des années 2000, ce qui a contribué à l'ancrer profondément dans les représentations communes de la guerre civile. Il faut attendre les années 2000 pour que des historiens proposent de nouvelles perspectives. Cette remise en question de la vision « canonique » du conflit correspond à l'éveil de la question mémorielle⁴³, qui prend de l'importance avec la constitution d'associations qui revendiquent la « *recuperación de la memoria histórica* ». Des chercheurs ont alors fondé leurs travaux moins sur les archives institutionnelles que sur les récits familiaux qui interrogent la mémoire d'une génération contemporaine du conflit désormais âgée⁴⁴. Selon eux, ces récits communs sont incompatibles avec le récit canonique. On peut enfin mentionner les travaux de Rafael Cruz, qui revêtent une dimension éminemment sociologique et qui remettent en question le vocabulaire même de la guerre civile⁴⁵.

41. Jean-François Berdah, *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances 1931-1939*, Paris (Berg international Editeurs), 2000.

42. François Godicheau, « [La guerre civile espagnole, enjeux historiographiques et patrimoine politique](#) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2015/3, n°127, p. 59-75.

43. On constate d'ailleurs une profusion de publications portant sur la guerre civile en 2006, 70 ans après le coup d'État de juillet 1936. Il en avait été de même en 1986, lors du cinquantenaire.

44. On peut par exemple citer l'ouvrage de Pablo Sánchez León et Jesús Izquierdo Martín, *La guerra que nos han contado : 1936 y nosotros*, Madrid (Alianza), 2006. Les mêmes auteurs ont publié un second ouvrage critique sur le même sujet, intitulé *La guerra que nos han contado y la que no. Memoria e historia de 1936 para el siglo XXI*, Madrid (Postmetropolis), 2017.

45. Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo: República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid (Siglo XXI), 2006.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Textes sur la Seconde République

Deux textes pour aborder des problématiques distinctes : l'intervention des puissances étrangères dans la guerre civile et l'impact des violences sociopolitiques sur le régime républicain

Jean-François Berdah, *La démocratie assassinée : la République espagnole et les grandes puissances 1931-1939*, Paris (Berg International Editeurs), 2000, p. 7-9.

Mais si la guerre civile espagnole s'explique dans une large mesure par l'affrontement de deux états d'esprit on ne peut plus opposés, elle ne se résume pas pour autant à un conflit strictement idéologique limité aux seules années 1936-1939. Elle résulte aussi de très vives tensions accumulées au sein de la société espagnole depuis la fin du XIX^e siècle du fait des inégalités économiques et des déséquilibres croissants entre les élites et le reste de la population. [...] On ne peut pas plus avoir une vue d'ensemble de la « question espagnole » sans analyser les facteurs de tension inhérents à la société d'Ancien Régime, sous Alphonse XIII, que comprendre la guerre d'Espagne dans sa globalité sans resituer le cadre complet de la Seconde République espagnole de 1931 à 1939.

Cette observation vaut tout autant pour la place et le rôle que l'Espagne républicaine a tenu dans l'histoire européenne des années trente que pour les différents aspects de sa politique intérieure. Il est clair en effet que la guerre civile espagnole ne peut se comprendre qu'au travers de l'intervention des grandes puissances. [...] Connaître les liens entre ses choix politiques, les liens qui unissaient l'Espagne républicaine aux autres nations et aux institutions internationales, comme la SDN, c'est donc appréhender son action durant les années 30. C'est en même temps éclairer sous un angle nouveau les raisons de l'échec de la démocratie espagnole dans la première moitié du XX^e siècle.

L'avènement de la Seconde République, en avril 1931, vit accéder au pouvoir une génération d'hommes nouveaux, d'intellectuels, dont l'ambition affirmée était de donner une nouvelle orientation à la politique extérieure espagnole, quand il ne s'agissait pas pour certains de l'« inventer ». [...]

La question qui se posait à la diplomatie espagnole — sortir de l'isolement international ou au contraire poursuivre la politique de la monarchie — n'avait rien d'original, dans la mesure où nombre de pays de taille comparable hésitaient encore à entrer dans le concert des nations, malgré la place éminente que leur réservait la SDN, qui accordait l'égalité de principe à tous ses membres. Pour l'Espagne, l'enjeu était d'importance. Mais son développement interne était très en retard par rapport aux grandes puissances européennes et son ouverture vers l'extérieur toute relative, ce qui handicapait fortement toute velléité de changement. Au cours des cinq années qui séparent son instauration de sa brutale remise en question, en juillet 1936, la République espagnole se trouva mêlée pour la première fois de façon intense et indirecte aux questions internationales du moment. [...]

Subissant les mêmes contraintes économiques et sociales, l'Espagne ne fut pas plus en mesure que les autres pays d'échapper au dilemme de poursuivre son européanisation et de défendre les principes genevois ou de tirer les conséquences des tensions existantes et de prendre ses distances avec le monde extérieur. [...]

Eduardo Gonzalez Calleja, Francisco Cobo Romeron, Ana Martinez Rus y Francisco Sanchez Perez, *La Segunda República española, Barcelone (Pasado y Presente)*, 2015, p.9-17 (extrait du Prologue « *La Segunda República, el doloroso aprendizaje de la democracia* »).

La vigencia de las esperanzas, los problemas y las soluciones que se suscitaron en España durante la Segunda República se puede constatar en el hecho de que, más de tres cuartos de siglo después de su proclamación, aún no se la puede analizar prescindiendo de las opiniones políticas que, sobre aquel pasado, y sobre los tiempos actuales, tienen los historiadores, al igual que el resto de los ciudadanos. [...]

Esta fue la historia de la Segunda República, en la que por encima de las retóricas de la intransigencia que desplegaron numerosos actores, prevaleció una voluntad de participación en la escena pública como nunca antes se había producido en la historia española. En el transcurso de ese progresivo y doloroso aprendizaje se experimentaron vías alternativas a la representación liberal clásica, como la democracia igualitarista (la que propiciaba una redistribución de la renta y de la riqueza, anteponiendo las organizaciones de democracia de masas a las instituciones de la democracia representativa) y la democracia participativa: un sistema de toma de decisiones para las cuestiones públicas en que los ciudadanos participan indirectamente mediante el voto, pero también directamente a través de asociaciones voluntarias de tipo sectorial. [...]

La democracia republicana española fue la última en aparecer en Europa tras la Primera Guerra Mundial, en un ambiente muy distinto al esperanzador de 1919. Ya no se estaba ante la supuesta primavera de la democracia auspiciada por el presidente Wilson, sino ante la crisis de la misma precipitada por el auge de los totalitarismos. [...] la República mostró además un notable carácter inclusivo y participativo, ya que a pesar de las reticencias e intransigencias de unos y de otros, por vez primera todos los grandes grupos sociales (desde la mujer al proletariado rural y urbano) pudieron ejercer en plenitud sus derechos, y las opciones políticas mayoritarias (desde el socialismo al catolicismo conservador) pudieron formar parte de gobiernos responsables, sometidos al control parlamentario. La democratización de la vida pública se manifestó en la emergencia de tres nuevos sujetos de derechos políticos: la región, la mujer y, sobre todo, el trabajador, que está presente en la propia definición constitucional de la República. [...]

La violencia sociopolítica, que fue uno de los grandes problemas del periodo, fue un factor importante de desestabilización y de polarización, pero no fue la causa —al menos no fue la única— de la crisis que desembocó en la Guerra Civil. El desencadenante primario de la misma fue el golpe militar que al fracasar en la mitad del territorio no derribó la República, y abocó al país a una situación de doble poder que, con el elemento añadido de la intervención extranjera, desencadenó un conflicto armado de alta intensidad y larga duración.»

Textes sur la guerre civile

Deux analyses à confronter pour interroger la construction de la guerre civile comme objet historiographique

François Godicheau, « La guerre civile espagnole, enjeux historiographiques et patrimoine politique », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2015/3, n° 127, p. 59-75.

Lors d'un colloque organisé à la Casa de Velázquez à Madrid en 2002 sur le poids des questions de mémoire dans l'écriture de l'histoire de la guerre, le directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), présent avec quelques collègues français, fut très surpris d'entendre un professeur de l'Université de Salamanque se féliciter du caractère très complet de la connaissance historique sur la guerre d'Espagne et signaler qu'il ne manquait plus que le couronnement de ce grand « œuvre, « la synthèse définitive » sur le sujet. [...] Le fait que bien souvent, ce qui préside au choix par les étudiants espagnols d'un sujet de mémoire, puis de thèse de doctorat, est la recherche d'une lacune dans la connaissance, d'un thème non encore traité, donne des résultats particuliers dans le cadre de l'événement qui nous occupe, où des centaines d'études se concentrent sur à peine trois ans : la reproduction du même récit ou du moins du même patron narratif, comme s'il s'agissait d'illustrer encore et encore une histoire par ailleurs « bien connue ».

Depuis plusieurs décennies, il existe un consensus sur l'ordre d'importance des « grandes questions » sur le conflit : pourquoi les uns ont perdu et les autres gagné, les « répressions » s'équivalent-elles, qui est responsable de la guerre et de son dénouement, quel est le poids des « alliés » étrangers des uns et des autres. En réalité, la plupart des nouveaux livres sur l'histoire de la guerre se coulent dans la structure posée pendant les années 1960 par un groupe d'éminents historiens étrangers (non espagnols). Cette historiographie étrangère proposait une première narration qui cherchait l'objectivité, c'est-à-dire à échapper aux propagandes des deux camps, et tout spécialement à celle des vainqueurs, qui depuis 1939 s'était imposée de façon implacable. [...]

Une nouveauté était pourtant apparue en 2006, sous la plume de l'historien Rafael Cruz, auteur d'*En nombre del Pueblo*. Armé des outils de la sociologie historique et de la théorie des mouvements sociaux, formé à l'école de Charles Tilly et de Sidney Tarrow, l'auteur offre une lecture tout à fait neuve du conflit, en des termes qui rendent beaucoup plus facile la comparaison avec d'autres pays. Il cesse par exemple d'utiliser le mot « répression », directement hérité du conflit lui-même et souvent trop biaisé pour être utile à une histoire autre que victimaire, au profit de celui d'« épuration », qui permet la comparaison avec l'histoire des pays voisins et relie les actes de violence aux projets politiques qui les sous-tendent. Il avance l'hypothèse que la violence politique du printemps 1936 était avant tout liée à une reprise en main de l'ordre public par le gouvernement, qui préparait une coalition républicaine gauche-droite, rendue impossible par les événements de juillet. Ces propositions n'ont pourtant pratiquement pas fait l'objet de débat, sans doute parce qu'elles se démarquent du métarécit traditionnel, Rafael Cruz refusant par exemple d'utiliser l'expression « guerre civile ».

Enrique Moradiellos García, *Historia mínima de la guerra civil, Madrid (Turner), 2016.*

La interpretación de la Guerra Civil como gesta heroica fue particularmente intensa en el bando franquista en razón de su victoria y de la duración del régimen triunfante en el conflicto. No en vano, ese triunfo en la guerra sería la fuente de exclusiva de legitimidad del general Franco, el "Caudillo de la Victoria". Y por eso se implantó hasta mediados de la década de 1960 una férrea censura militar en el tratamiento de "la Cruzada Española" (contra el ateísmo) o "la Guerra de Liberación" (contra el comunismo).

*[...] En todo caso, y no es pura coincidencia, justo a principios de la década de 1960 comenzaba a desplegar su vuelo una nueva historiografía sobre la Guerra Civil más científica y rigurosa. Se trataba de una perspectiva interpretativa menos lastrada por el compromiso político declarado (ya fuera "antifascista" pro-republicano o "anticomunista" pro-franquista) y necesariamente desacralizadora en sus pretensiones de búsqueda de la cruda verdad, siempre mucho más incómoda que reconfortante y tranquilizadora. [...] Por razones evidentes (de libertad de expresión, de seguridad jurídica y de libre acceso a fuentes informativas disponibles), esa nueva historiografía emprendería su labor desde el extranjero y con bastantes problemas para llegar al interior de España. No sería justo desconocer que las perspectivas historiográficas inauguradas en la década de los 60 contaban con dos antecedentes influyentes. Por un lado, *El laberinto español*, la obra del británico Gerald Brenan publicada en inglés en plena guerra mundial (1943) y oportunamente traducida al español en 1962 por Ruedo Ibérico, la magna institución cultural del exilio republicano en París. Por otro, la *Historia de España* del hispanista francés Pierre Vilar (publicada en 1947) que contenía un crucial capítulo sobre "las crisis contemporáneas" y sería traducida al español, también en París u e, medios republicanos exiliados, solo un año más tarde que la de Brenan (en 1963).*

*Sin embargo, el punto de arranque de esa nueva historiografía sobre la contienda española fue la aparición del libro titulado *La guerra civil española* firmado por el hispanista británico Hugh Thomas, publicado simultáneamente en inglés, francés y español en el año 1961. Traducido a casi todos los principales idiomas del mundo, era una minuciosa crónica del conflicto escrita desde perspectivas liberal-democráticas y con propósito de imparcialidad respecto de las pasiones partidistas aún vigentes. El estilo narrativo era fluido y elegante. [...] Y en su relato el fenómeno bélico aparecía como resultado de acciones y omisiones de hombres, grupos políticos y organizaciones sociales u no como un fenómeno exigido por la evolución orgánica de estructuras históricas anónimas y suprasubjetivas.*

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Les années 1930 constituent pour l'Espagne une décennie de bouleversements et de tragédies qui ont laissé des traces profondes dans le territoire et la société, en particulier autour d'enjeux mémoriels encore très vifs. Travailler sur cette période implique, comme pour toute question sensible, une approche particulièrement rigoureuse, que ce soit sur la précision des faits ou sur les termes utilisés, pour construire une historicisation qui mette à distance des lectures émotionnelles ou partisans, non pour les écarter, mais pour bien les comprendre.

Les axes suivants doivent guider les choix du professeur qui, s'il ne pourra pas tout dire, trouvera des éléments pour articuler sa réflexion, notamment pour analyser les liens entre la Seconde République et la guerre civile.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

En cycle 4, en classe de **troisième**, les élèves ont étudié dans le Thème 1 « **L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945)** », dont la question des « Démocraties fragilisées et expériences totalitaires dans l'Europe de l'entre-deux-guerres ». La guerre civile espagnole y est étudiée dans la perspective suivante : « La guerre d'Espagne (1936-1939) sert de laboratoire et préfigure la Seconde Guerre mondiale, une guerre où les idéologies s'affrontent⁴⁶. »

Le programme de **première Bacibac** place l'étude de l'Espagne des années 1930 de la Seconde République à la guerre civile au cœur du chapitre 3 dans une logique d'approfondissement par les élèves de la section binationale de ce pan majeur de l'histoire de l'Espagne.

Éléments de problématisation

De manière générale, ce chapitre vise à étudier les années 1930 en Espagne en s'interrogeant et en explicitant les raisons multiples qui ont conduit cinq ans après l'instauration de la Seconde République à l'irruption de la guerre civile. L'étude de la mise en place de la Seconde République, de sa volonté réformatrice, du jeu des acteurs à différentes échelles dans la montée des tensions, peut être notamment mise en avant pour éclairer le déclenchement de la guerre civile. Celle-ci peut être explicitée en insistant sur les étapes du conflit, les phénomènes de violences qui la caractérisent et le jeu des puissances internationales.

Problématique du chapitre – Comment expliquer l'échec de l'enracinement d'un régime républicain et démocratique en Espagne et le déclenchement de la guerre civile en 1936 ? Pourquoi cette dernière a-t-elle pris une dimension internationale ? Quelles furent les conséquences de cette guerre marquée par des violences extrêmes ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

On pourra mettre en avant dans ce chapitre les quatre points suivants :

- la mise en place de la Seconde République et les réformes engagées ;
- la progressive polarisation des tensions jusqu'au soulèvement du 18 juillet 1936 ;
- les étapes de la guerre civile et les violences du conflit ;
- les logiques d'internationalisation du conflit.

46. Voir la ressource d'accompagnement éducol : [L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales \(1914-1945\)](#).

Comment la Seconde République s'est-elle mise en place et a-t-elle engagé, malgré de vives oppositions, un certain nombre de réformes majeures ?

La République est proclamée à la suite de l'échec des monarchistes aux élections municipales d'avril 1931 et alors que l'Espagne n'a connu qu'une première éphémère expérience républicaine. Les différents axes soulignés permettent de montrer son action, ses réussites et ses échecs.

- **Un élan réformateur immédiat** : à la suite des élections générales aux Cortes *constituyentes* de juin 1931, le PSOE forme un gouvernement comprenant des républicains de gauche, du centre et des socialistes, mais excluant alors les républicains de droite. Durant cette période dite du « *bienio reformista* » jusqu'à la fin de l'année 1933, le gouvernement présidé par Manuel Azaña entreprend la mise en place des réformes plurielles : réforme territoriale, réforme du système éducatif, réformes économiques, réforme militaire. La nouvelle Constitution de 1931 institutionnalise par ailleurs des principes démocratiques, dont celui de la souveraineté populaire, et consacre l'élargissement des droits des citoyens (droit de vote des femmes, liberté de culte). La Seconde République engage le pays sur la voie de la laïcité, ce qui suscite d'âpres résistances ;
- **des oppositions immédiates, sources de tensions** : cette volonté réformatrice suscite de multiples oppositions à droite comme à gauche. À droite, deux tendances constituent des forces d'opposition : le groupe *Renovación española* dirigé par Calvo Sotelo, ancien ministre de Primo de Rivera, souhaite restaurer la monarchie et établir un régime similaire à celui de l'Italie mussolinienne ; le parti d'*Acción popular* de Gil Robles, qui forme plus tard la coalition de la *Confederación española de derechas autónomas* (CEDA), dont l'idéologie s'articule autour de la défense de la religion, de la famille, de l'ordre et de la propriété, s'oriente lui aussi vers la mise en place d'un régime politique calqué sur le modèle fasciste. À gauche, le gouvernement doit essentiellement faire face aux critiques portées par la CNT, principal syndicat anarchiste espagnol qui souhaite des réformes plus radicales. Face aux mouvements de grèves orchestrés par le syndicat, le gouvernement républicain réagit par la répression, comme l'illustre l'exemple de Casas Viejas en 1933 ;
- **une instabilité marquée à partir de 1933** : la recomposition de ces courants, notamment à droite, coïncide avec une période de fragilisation du gouvernement et un sentiment de défiance de l'opinion publique, choquée par la répression menée à Casas Viejas. La combinaison de ces facteurs, sur lesquels se greffent les difficultés à juguler les conflits socio-économiques, conduit en novembre 1933 à la défaite électorale des gauches et à une victoire de l'Union des droites.
 - Malgré cette victoire électorale, l'Union des droites n'obtient pas la majorité et doit composer un gouvernement de coalition, ce qui ouvre, jusqu'en février 1936, la période dite du *Bienio rectificador*, qui conduit à la suppression ou la révision des principales réformes entreprises durant les années 1931-1933. En 1934, la décision d'intégrer dans le gouvernement des membres de la CEDA, farouchement anti-libéraux, déclenche un vaste mouvement insurrectionnel. Certaines régions connaissent une véritable révolution. Ainsi a lieu en Asturies un vaste soulèvement qui marque profondément le pays par la violence de la répression organisée par le gouvernement. Ce dernier fait appel aux forces armées stationnées au Maroc sous le commandement du général Godet et de Francisco Franco afin de reprendre le contrôle de la région des Asturies.

- Au même moment, entre avril 1934 et février 1936, dans un contexte européen d'unification des forces de gauche contre la menace fasciste, les gauches plurielles négocient pour s'unifier en un seul et même bloc, afin de contrer l'Union des droites. Les partis de gauche, malgré des divisions internes importantes, parviennent à un compromis et à s'unir pour former à partir d'avril 1936 *El Frente Popular*.

Comment la montée des tensions a-t-elle provoqué le coup d'État et le basculement dans la guerre civile ?

Analyser la période allant de la victoire électorale du *Frente Popular* au coup d'État et au déclenchement de la guerre civile permet de réfléchir aux causes du conflit et de mettre en perspective son déclenchement dans un contexte européen (victoire du Front populaire en France).

- **Une volonté réformatrice réaffirmée, dans un contexte toujours marqué par les tensions sociales :** le gouvernement républicain du *Frente Popular* rétablit entre mars et juillet 1936 un certain nombre de réformes et accélère leur mise en place (répartition des terres, construction de nouvelles écoles publiques). En parallèle, les principales forces syndicales de la CNT et de l'UGT tentent de faire pression sur le gouvernement, notamment pour la remise en place de la réglementation du travail établie au début de la Seconde République, et soutiennent les mouvements de mobilisation sociale. Les historiens conviennent aujourd'hui que ces mouvements n'avaient rien de révolutionnaire, mais furent instrumentalisés par les partisans du coup d'État pour justifier leur action.
- **le coup d'État, un acte prémédité justifié par une menace communiste sans fondement :** si ce coup d'État ne réussit pas à renverser la République, il contribue à l'affaiblir. De plus, son écho dans la péninsule est très hétérogène : il rencontre un certain succès dans les régions agraires comme la Galice ou la Nouvelle Castille, mais son échec est en revanche total dans les grandes régions industrielles de l'Est, ainsi qu'en Asturies et au Pays basque.

Ce coup d'État fut orchestré par une poignée d'officiers, ce qui vient contrecarrer l'idée d'une unanimité dans l'armée. Les historiens soulignent que le prétexte invoqué par les putschistes de menace imminente d'une révolution communiste pour justifier leur action relève en réalité du fantasme et ne repose sur rien de concret⁴⁷. Mercedes Yusta nuance la division qui oppose les Espagnols, en soulignant la complexité de la réalité géographique de cette fracture qui a « eu lieu à l'intérieur de chaque zone, de chaque ville et de chaque commune, au sein de communautés profondément divisées, aussi bien d'un point de vue politique, qu'économique ou social⁴⁸ ». Selon elle, la première manifestation de la guerre, avant même toute opération militaire, s'incarne dans « la brutale répression qui se déchaîna dans les deux zones et qui visait à éliminer ceux qui étaient censés incarner l'ennemi politique ou de classe. [...] Elle explique le caractère acharné du conflit et l'implication de la population civile, protagoniste des actions répressives aussi bien en tant que victimes qu'en tant que bourreaux, caractéristiques communes des deux camps⁴⁹. »

47. Francisco Sánchez Pérez (coord.), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelona (Crítica), 2013.

48. Mercedes Yusta, « 2. La guerre civile espagnole (1936-1939) » in Jordi Canal et Vincent Duclert (dir.), *La Guerre d'Espagne, un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris (Armand Colin), 2016, p. 36.

49. *Ibid.* L'historienne fait ici référence aux travaux de Francisco Espinosa Maestre, *Violencia roja y azul : España, 1936-1950*, Barcelona (Crítica), 2010.

Quelles furent les grandes phases de cette guerre, marquée par des violences extrêmes ?

L'historiographie de la guerre civile divise traditionnellement ce conflit en quatre temps, qui montrent à la fois l'avancée du parti des insurgés, appelés par la suite franquistes, et la résistance des villes qui restent loyales au régime républicain.

- **Madrid, enjeu premier, la « guerre des colonnes »** : une semaine après le coup d'État, les opérations militaires des insurgés ont pour objectif de prendre la capitale. Entre 1936 et 1937, c'est la « guerre des colonnes ». L'armée des insurgés adopte pour stratégie de parvenir à la capitale en faisant converger ses colonnes sur Madrid depuis le sud, le nord et l'ouest de l'Espagne. Les troupes du général Franco stationnées au Maroc espagnol franchissent le détroit de Gibraltar, gagnent Séville et Badajoz — où le général Yagüe écrase la résistance aux insurgés en août 1936 — puis Talavera de la Reina, et surtout Tolède, où elles remportent le 28 septembre 1936 une victoire symbolique que la propagande franquiste met en avant dès 1939. Au Nord, les troupes du général Mola parviennent à verrouiller la frontière avec la France à Irún, mais s'enlisent dans des combats dans la sierra de Guadarrama. Enfin, alors que le gouvernement de Largo Caballero s'est installé à Valence, la résistance s'organise à Madrid et parvient à freiner l'avancée de Franco depuis le Sud : le 23 novembre 1936 marque la première victoire républicaine face aux insurgés. Les tentatives de Franco pour isoler et prendre la capitale se soldent toutes par des échecs. La résistance madrilène en sort renforcée, malgré de nombreuses pertes. On note alors une nette dissymétrie entre les belligérants. Face à des militaires préparés au combat, la République doit improviser une défense. Les insurgés disposent de près de 140 000 hommes armés (90 000 recrues, dont les conscrits, 30 000 membres du maintien de l'ordre, 20 000 légionnaires de l'armée d'Afrique) et bénéficient du soutien de 70 000 volontaires civils supplémentaires, engagés dans les milices phalangistes et carlistes. Par des pratiques d'enrôlement massif, ils parviennent à gonfler leurs rangs pour atteindre près de 1 260 000 hommes armés tout au long du conflit⁵⁰. Dans le camp opposé, l'Armée populaire de la République espagnole mobilise entre 100 000 et 120 000 combattants pendant les premiers mois du conflit pour atteindre un total de près de 1 700 000 hommes⁵¹.
- **Une guerre d'usure menée au Nord par les rebelles** : conscients que la capitale ne peut tomber à court terme, Franco et les généraux veulent l'isoler en conquérant le nord de l'Espagne et en coupant les communications avec Valence. On passe ainsi à une guerre de position, plus longue. La situation est favorable à Franco, qui dispose des soutiens italien et allemand alors que les autres puissances maintiennent leur politique de non-intervention. Cette guerre de position est mise en œuvre contre les troupes républicaines de Biscaye à partir de mars 1937, par des généraux espagnols qui avaient combattu pour beaucoup à Verdun, dans la Somme et à Passchendaele⁵². La campagne menée dans le nord de l'Espagne est marquée par le bombardement de Guernica le 26 avril 1937 et par la prise de Bilbao le 19 juin de la même année. À ce moment du conflit, Franco opte pour une guerre longue et totale. Du côté républicain, deux figures organisent la résistance : à Madrid, le général Vicente Rojo et, depuis Valence, Juan Negrín, qui devient président du gouvernement le 17 mai 1937. Leur stratégie consiste à épuiser les offensives franquistes en multipliant les diversions ailleurs dans le pays. Mais ces efforts sont insuffisants et le nord de l'Espagne est perdu pour les républicains à l'hiver 1937.

50. Enrique Moradiellos, *Historia mínima de la guerra civil española*, Madrid (Taurus), 2016, p. 244-245.

51. Michael Alpert, *El ejército republicano en la guerra civil*, Mexico (Siglo Veintiuno), 1989.

52. Enrique Moradiellos, *op. cit.*, p. 253.

- **1938, le recul de républicains divisés face aux franquistes** : le camp républicain est fragilisé, des divisions apparaissent en effet entre les partisans de Negrín, qui veulent poursuivre la guerre, et ceux de Manuel Azaña, qui considèrent que les négociations sont nécessaires pour mettre un terme au conflit. C'est ce moment que choisit Franco pour revenir attaquer Madrid. Vicente Rojo lance donc, dans ce contexte difficile, la bataille de Teruel, en décembre 1937. C'est pour les républicains l'une des batailles les plus importantes au vu de ses enjeux et des moyens investis. Et après quelques succès, c'est aussi un dur revers pour les troupes républicaines, qui se termine par la prise de la ville par les franquistes le 22 février 1938. Les républicains en sortent très affaiblis et peinent à résister à l'offensive en Aragon. En mars 1938, Barcelone est bombardée ; le mois suivant, les troupes franquistes parviennent au delta de l'Èbre. Le territoire levantin contrôlé par la République est alors divisé en deux. Au Sud, le gouvernement républicain prépare la résistance à Valence, alors que Franco avance en intégrant le Levant dans le giron des nationalistes. Rojo tente alors une dernière manœuvre : c'est la bataille de l'Èbre (25 juillet – 16 novembre), considérée comme la bataille la plus éprouvante de toute la guerre. Elle oppose 100 000 républicains à 90 000 franquistes, et se solde par la victoire des seconds, avec un bilan très lourd⁵³.
- **L'effondrement final des républicains et la *Retirada*** : à partir de cette date, la dernière phase de la guerre qui se déroule pour l'essentiel en 1939 se caractérise par les défaites républicaines. En décembre 1938, Franco entame la marche vers la Catalogne : il prend Tarragone le 15 janvier 1939, Barcelone le 26 janvier, et atteint la frontière franco-espagnole le 9 février. La Catalogne est alors occupée et contrôlée. Madrid est complètement isolée et tombe le 28 mars. Le 1^{er} avril, à Burgos, Franco annonce la fin de la guerre. La chute de Barcelone provoque un exode sans précédent de civils et de soldats de l'armée républicaine en déroute, c'est la *Retirada*⁵⁴ : du 28 janvier au 13 février, environ 475 000 personnes franchissent la frontière des Pyrénées dans des conditions terribles, le plus souvent à pied. En vertu d'un décret du gouvernement Daladier, ces réfugiés sont considérés comme des « étrangers indésirables » : à ce titre, les femmes, les enfants et les vieillards sont envoyés vers les départements de l'intérieur de la France tandis que les hommes sont internés dans des camps installés à la va-vite sur les plages du Roussillon (Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien, Barcarès) et dans le Sud-Ouest (camps de Bram, d'Agde, de Septfonds, du Vernet d'Ariège, de Gurs, de Rivesaltes). Les camps sont vidés dès le printemps 1939. Dès l'automne, les réfugiés espagnols toujours présents en France se retrouvent impliqués dans le conflit mondial⁵⁵.

Pourquoi la guerre civile espagnole est-elle devenue un conflit de dimension internationale ?

L'internationalisation du conflit fait partie, encore une fois, du récit traditionnel que livre l'historiographie de la guerre civile espagnole. Néanmoins, il convient de nuancer avec les élèves l'idée qui consiste à faire de la guerre civile de 1936-1939 un laboratoire des tensions qui opposent les régimes démocratiques aux régimes totalitaires en Europe – autrement dit, d'en faire un prélude de la Seconde Guerre mondiale.

53. L'estimation des pertes est délicate et varie selon les historiens. Pour Montserrat Duch Plana, la bataille aurait fait 30 000 morts et 100 000 blessés ou prisonniers : Montserrat Duch Plana, « [Paisajes bélicos. Patrimonializados: los espacios de la batalla del Ebro en Cataluña](#) », *Paisajes de guerra*, édité par Stéphane Michonneau, Carolina Rodríguez-López, et Fernando Vela Cossío, Madrid (Casa de Velázquez), 2019.

54. Entre 1937 et 1939, environ 70 000 Espagnols ont déjà trouvé refuge en France.

55. Cette question est étudiée dans le cadre du chapitre 3 du premier thème du programme de terminale : [voir la ressource d'accompagnement éducol](#)

- **Une guerre civile qui devient un enjeu dans une Europe divisée** : la guerre civile espagnole est à replacer dans le contexte des crises qui secouent l'Europe dans l'entre-deux-guerres. Plus particulièrement, on peut souligner que la guerre civile éclate surtout du fait des fragilités de la SDN, qui échoue à maintenir le *statu quo* en Espagne en 1936. Aucun des deux camps ne disposant de ressources suffisantes pour soutenir un effort de guerre intense, ils font appel à l'aide étrangère, et cela avant même le début du soulèvement. Du côté des insurgés, un accord est signé avec l'Italie pour une livraison d'avions dès le 1^{er} juillet. Puis, le 19 juillet, lendemain du coup d'État, le général Franco et le président José Giral se tournent simultanément vers les puissances européennes.
- **L'échec de la SDN et la politique de non-intervention occidentale** : dans ce contexte qui est déjà international, et qui semble plus favorable aux insurgés, les puissances se positionnent par rapport à la République espagnole. Mais les réponses sont différentes. En France, l'enthousiasme de Léon Blum est vite freiné par les radicaux et les forces politiques de droite, ainsi que par une grande partie de l'opinion publique. Au Royaume-Uni, le gouvernement de Baldwin s'inquiète d'une possible extension du conflit au continent, et aussi de la menace que fait peser la guerre civile espagnole sur les intérêts britanniques en Méditerranée, surtout autour de Gibraltar. En conséquence, la France est à l'initiative d'un accord de non-intervention, signé en août 1936 par 27 pays, dont l'URSS, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Cela aboutit le 9 septembre de la même année à la formation d'un comité de non-intervention siégeant à Londres. La République tente alors de faire entendre sa voix auprès de la SDN, en vain. Les États-Unis considèrent quant à eux que la guerre civile est une affaire européenne.
- **Italie, Allemagne, Portugal, des dictatures au soutien des rebelles franquistes** : après un premier refus, Hitler se laisse convaincre et autorise l'envoi secret de matériel militaire, notamment aérien, à Franco, dans le but de fragiliser la République et d'éprouver le non-interventionnisme franco-britannique. En Italie, Mussolini adopte une posture similaire. Il espère ainsi gagner un soutien pour s'imposer en Méditerranée contre la puissance navale britannique en cas de conflit européen. Enfin, on peut aussi s'intéresser au rôle du Portugal. Arrivé au pouvoir en 1932, Salazar craint une contagion du conflit à l'ensemble de la Péninsule et prend le parti des insurgés essentiellement par anticommunisme. Le Portugal devient ainsi rapidement à la fois une base arrière pour les insurgés, une plaque tournante pour l'armement de leurs troupes et un soutien en hommes, avec l'envoi de près de 10 000 volontaires portugais parmi les rangs nationalistes (les *viriatos*).
- **L'URSS, allié majeur des républicains** : les soutiens de la République viennent essentiellement du Mexique de Lázaro Cárdenas et surtout de l'URSS. Le 14 septembre 1936, tout en maintenant la politique de non-intervention voulue par l'Europe, Staline décide en effet de l'envoi en Espagne de matériel militaire (avions, tanks, pièces d'artillerie) et d'hommes armés, sous la direction du NKVD. L'aide soviétique à la République s'organise ensuite à travers la formation des Brigades internationales. Grâce aux réseaux des partis communistes du monde entier mobilisés par l'Internationale communiste, sept Brigades internationales se forment. Elles constituent l'essentiel des étrangers engagés aux côtés des républicains entre 1936 et 1938, bien que tous leurs membres ne soient pas nécessairement communistes. Rémi Skoutelsky considère qu'elles rassemblent environ 35 000 combattants, en provenance de plus de cinquante pays, et qu'elles participent dans les rangs républicains aux principales batailles de la guerre⁵⁶. Par ailleurs, en octobre 1936, le gouvernement républicain décide de transférer à Moscou près des

56. Rémi Skoutelsky, *Novedad en el frente. Las Brigadas Internacionales en la guerra civil*, Madrid (Temas de hoy), 2006.

trois quarts des réserves d'or de la Banque d'Espagne. Contrairement à ce qui a été relayé par la propagande franquiste, cet « or de Moscou » a servi à payer le matériel militaire reçu (près de 60 % des avions utilisés par les républicains sont des avions soviétiques)⁵⁷.

- **Les républicains, un échec diplomatique qui annonce la défaite ?** L'intervention soviétique en faveur des républicains a plusieurs conséquences négatives pour leur propre camp : elle accentue les tensions entre l'URSS et l'entente franco-britannique, laquelle intensifie sa politique de non-intervention, et elle sert de prétexte à Berlin et à Rome pour resserrer leur alliance avec Franco. Ainsi, Hitler envoie à la fin de l'année 1936 une unité aérienne, la Légion Condor, qui compte près de 19 000 hommes volontaires pendant tout le conflit. Mussolini agit de même, par la mise en place du *Corpo di Truppe Volontarie* et de l'Aviation légionnaire. Le contrôle maritime des côtes de la Péninsule et le renforcement de la vigilance à la frontière franco-espagnole, décidés en 1937 par le Comité de non-intervention, ne suffisent pas à couper les renforts reçus par Franco. De même, l'assouplissement par la France du contrôle de sa frontière pyrénéenne, en fermant les yeux sur l'envoi d'armes aux républicains, ne contrebalance pas les moyens mobilisés par l'Italie et l'Allemagne (comme lors du massacre de la *desbandá* de Málaga sur la route d'Almeria en février 1937 et du bombardement de Guernica en avril 1937). En 1938, l'annexion des Sudètes par l'Allemagne, qui aboutit à la conférence de Munich, détourne les puissances européennes du conflit espagnol. La République fragilisée perd ses appuis à l'international.

Lexique spécifique à faire acquérir : *frente popular, alzamiento nacional, brigadas internacionales, guerra civil, milicianos, comité de no intervención, nacionales/republicanos.*

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

La volonté réformatrice de la Seconde République à travers l'étude de la Constitution de 1931

Dans cette [séance](#), les élèves s'appuient sur un ensemble de textes et de documents iconographiques pour élaborer une carte mentale ou un schéma afin de mettre en évidence le caractère réformateur de la Constitution de 1931 et les débats suscités par certaines réformes proposées.

L'Exposition universelle de 1937 : le pavillon espagnol, reflet de l'internationalisation du conflit

Dans cette [proposition](#), les élèves travaillent sur l'engagement d'artistes et architectes espagnols aux côtés de la Seconde République au moment de l'Exposition universelle de 1937. Cette séance met en œuvre des dispositifs de classe inversée et de travail collaboratif. Elle peut donner lieu à une présentation orale adossée à un travail d'analyse iconographique.

57. Gerald Howson signale par ailleurs que la France avait reçu à la même époque le reste des réserves en or de la Banque d'Espagne, sans que l'on n'ait jamais parlé de « l'or de Paris ». Voir : Gerald Howson, *Arms for Spain: The Untold Story of the Spanish Civil War*, Londres (J. Murray), 1998.

Les affiches de propagande pendant la guerre civile espagnole : étude comparée

L'objectif de cette [séance](#) consiste à étudier des affiches de propagande réalisées entre 1936 et 1939 par les *cartelistas* tant nationalistes que républicains. Les élèves, répartis en groupes, analysent des affiches de propagande préalablement sélectionnées par l'enseignant. Cela donne lieu à des restitutions orales puis à la rédaction d'une réponse à la question suivante : « pourquoi peut-on affirmer que la guerre civile espagnole est aussi une guerre des mots et des images ? »

Pièges à éviter

- Détacher la politique de la Seconde République espagnole du contexte international.
- Ne pas montrer la complexité des processus endogènes et exogènes ayant conduit à la guerre civile et à l'effondrement de la République en 1939, des processus qui s'inscrivent dans un cadre spatio-temporel plus large que celui du régime républicain entre 1931 et 1936.
- Donner une vision binaire de la guerre civile en omettant de l'insérer dans des logiques et un contexte international en pleine recomposition.

Bibliographie et ressources

Sur la Première Guerre mondiale

Sources

- [La Primera Guerra Mundial en los Archivos Estatales](#), sur le site du ministère espagnol de la Culture.

Ressources en ligne

- Sur le site du ministère de l'Éducation espagnol, le département de l'éducation recense des [ressources pédagogiques pour le programme d'histoire de première Bachibac](#).
- Sur le site de la RTVE, une [interview de l'historien Fernando Garcia Sanz](#).
- Sur le site Canal UNED, trois émissions réalisées par des historiens et historiennes espagnols :
 - [La Primera Guerra Mundial. La Europa de los bloques y la Sociedad de Naciones](#) ;
 - [La Primera Guerra Mundial](#) ;
 - [La neutralidad española durante la Primera Guerra Mundial](#).

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- Canal, Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- Fusi, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, Madrid (El Colegio de México), 2012.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Fuentes Codera, Maximiliano, *España en la Primera Guerra Mundial. Una movilización cultural*, Madrid (Akal), 2014.
- Garcia Sanz Fernando, *España en la Gran Guerra: espías, diplomáticos, traficantes*, Barcelone (Galaxia Gutenberg-Círculo de Lectores), 2014.

Sur les années 1920 et la dictature de Primo de Rivera

Ressources en ligne

- Sur le site Canal UNED, une émission consacrée à [la dictature de Primo de Rivera](#).
- Sur le site de la RTVE, une vidéo de la série « *Memorias de España* » : [España, España](#).

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- Canal, Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- Fusi, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, Madrid (El Colegio de México), 2012.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- González Calleja, Eduardo, *La dictadura de Primo de Rivera*, Madrid (Alianza), 2006. [Recension](#) par Manuelle Peloille dans les *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 7 | 2010.
- Tamames, Ramón, *Ni Mussolini ni Franco : la dictadura de Primo de Rivera y su tiempo*, Barcelone (Planeta), 2008.

Sur la Seconde République et la guerre civile

Ressources en ligne

- Sur RTVE, [La guerra civil española](#), dossier composé de séries de documentaires alliant images d'archives et récits des historiens ; [España, el siglo XX en color. Episodio 1 : Los años 30 \(Parte 1\)](#), documentaire colorisé.
- Sur RNE, programmes de l'émission *Documentos* :
 - La Première Guerre mondiale : grandes phases et impact sur les sociétés (1914-1918) : [La I Guerra Mundial](#) ; [España en la Primera Guerra Mundial](#) ; [La pandemia de 1918 : la llamaron gripe española](#) ;
 - L'entre-deux-guerres : espoir d'un nouvel ordre mondial, crise économique et montée des totalitarismes (1919-1939) : [Versalles, 1919, una paz para una nueva guerra](#) ; [Los procesos de Moscú, la muerte programada](#) ; [De la Sociedad de Naciones a las Naciones Unidas](#) ; [El crack del 29](#) ;
 - Les années 1930 en Espagne : de la Seconde République à la guerre civile : [La Segunda República Española revisitada](#) ; [Diplomacia y Guerra Civil. La República en el patíbulo](#) ; [Las economías de la Guerra Civil](#) ; [La transformación de la economía en la II República](#) ; [Anarcosindicalismo catalán](#) ; [Casas Viejas: República, revolución y represión](#) ; [Las Brigadas Internacionales. Los Voluntarios de La Libertad](#) ; [Milicianas: mujeres republicanas en las trincheras](#) ; [El golpe del coronel Casado, el final de la República](#) ; [Los últimos días de Unamuno](#) ; [El Pisterismo. Guerra social y contrarrevolución política](#) ; [Comunismo en España. Capítulo 1, Primeros años](#) ; [Comunismo en España. Capítulo 2, Años de guerra](#) ; [Clara Campoamor, liberal y feminista](#) ; [La desbandá de Málaga. Una masacre silenciada](#) ; [Las fosas de la memoria](#) ; [General Aranguren, fiel a la República](#) ; [La historia del Guernica de Picasso](#) ; [Los niños de Rusia](#) ; [Enrique Líster](#) ; [El exilio republicano español en Argentina](#) ; [Lázaro Cárdenas y el exilio español en México](#).
- Sur Canal UNED, « La Guerra Civil Española, Historia, Memoria y Mitos » :
 - [Partie 1](#) ;
 - [Partie 2](#) .
- Sur Arte, « [La Retirada, exode espagnol par-delà des Pyrénées](#) », *Invitation au voyage*, 3 décembre 2020.
- [Mémorial du camp de Rivesaltes](#).
- Sur France Archives : [Les réfugiés de la guerre d'Espagne en France](#).
- Sur France Culture : [La Retirada, les républicains sur les chemins de l'exil](#).

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- Canal, Jordi (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- Canal, Jordi et Duclert, Vincent (dir.), *La Guerre d'Espagne, un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris (Armand Colin), 2016.
- Dreyfus-Armand, Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris (Albin Michel), 1999.
- Fusi, Juan Pablo, *Historia mínima de España*, Madrid (El Colegio de México), 2012.
- Moradiellos García, Enrique, *Historia mínima de la guerra civil*, Madrid (Turner), 2016.
- Deux romans graphiques adaptés des ouvrages de Paul Preston (utiles pour mener un projet pédagogique) :
 - Preston Paul, Garcia José Pablo, *La guerra civil española*, Madrid (Debate), 2016.
 - Preston Paul, Garcia José Pablo, *La muerte de Guernica en comic*, Madrid (Debate), 2017.
- Dans le numéro des *Collections de L'Histoire*, n° 79 (juin 2018), intitulé « Espagnes(s). D'Al-Andalus à la crise catalane », trois articles pertinents :
 - Godicheau, François, « Guerre d'Espagne : la fin des légendes », p. 34-47 ;
 - Yusta, Mercedes, « La guerre européenne », p. 52-55 ;
 - Pellistrandi, Benoît, « Cent ans de déchirures », p. 66-78.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Amalric, Jean-Pierre, Dreyfus-Armand Geneviève, Vargas Bruno (dir.), *Huit ans de République en Espagne : Entre réforme, guerre et révolution (1931-1939)*, Toulouse (Presses Universitaires du Mirail), 2018.
- Berdah, Jean-François, « [The Devil in France. The Tragedy of Spanish Republicans and French Policy after the Civil War \(1936-1945\)](#) », in Gudmundur Hálfðanarson (éd.), *Discrimination and Tolerance in Historical Perspective*, CLIOHRES.net, 2008.
- Cruz, Rafael, *En el nombre del pueblo: República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid (Siglo XXI), 2006.
- Godicheau, François, *Les mots de la guerre d'Espagne*, Toulouse (Presses Universitaires du Mirail), 2003.
- Preston, Paul, *Une Guerre d'extermination Espagne, 1936-1939*, Paris (Tallandier), 2019.
- Sánchez León, Pablo et Izquierdo Martín, Jesús, *La guerra que nos han contado y la que no. Memoria e historia de 1936 para el siglo XXI*, Madrid (Postmetropolis), 2017,
- Viñas Martín, Ángel, *En el combate por la historia. La República, la Guerra Civil y el Franquismo*, Barcelone (Pasado y presente), 2012.